



2. Economie

2. Economie

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.1. Présentation synthétique de l'agrégat	41
2.1.2. PIB par secteur d'activités	42

2.2. Emploi

2.2.1. Salariés du secteur public et privé	43
2.2.2. Effectifs de la Fonction Publique	44
2.2.3. Salariés du secteur privé	46
2.2.4. Emplois du secteur privé	50
2.2.5. Recettes, dépenses et cotisations des Caisses Sociales de Monaco	52

2.3. Chiffre d'affaires

2.3.1. Évolution du chiffre d'affaires	53
2.3.2. Évolution du chiffre d'affaires par GSA	53
2.3.3. Répartition du chiffre d'affaires par GSA	53
2.3.4. Répartition du chiffre d'affaires et du nombre d'emplois par GSA	54

2.4. Activités financières

2.4.1. Établissements financiers	55
2.4.2. Évolution des dépôts, titres et crédits	55

2.5. Focus sectoriels

2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	56
2.5.2. Commerce de détail	58
2.5.3. Commerce de gros	60
2.5.4. Hébergement et restauration	62
2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres	64

2.6. Marché de l'immobilier

2.6.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements	66
2.6.2. Immobilier neuf	67
2.6.3. Reventes immobilières	68
2.6.4. Prix des reventes immobilières	69
2.6.5. Évolution du prix au m ²	70
2.6.6. Étude géographique	71

2.7. Répertoire du NIS

2.7.1. Créations et radiations des activités par GSA	72
2.7.2. Entités en activité au RCI	72
2.7.3. Gouvernance d'entreprises	73

2.8. Tourisme

2.8.1. Secteur hôtelier	74
2.8.2. Tourisme d'affaires	77
2.8.3. Croisières	79
2.8.4. Classement des restaurants	80
2.8.5. Structures d'accueil	80

2.9. Finances publiques

2.9.1. Budget de l'État	81
2.9.2. Recettes de l'État	82
2.9.3. Dépenses de l'État	83
2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel	84
2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement	86
2.9.6. Monopoles exploités par l'État	88
2.9.7. Monopoles concédés par l'État	90
2.9.8. Évolution des traitements de la Fonction Publique	91

2.10. Commerce extérieur

2.10.1. Échanges commerciaux	92
2.10.2. Échanges commerciaux par types de produits	94
2.10.3. Balance commerciale	96
2.10.4. Échanges commerciaux par zones géographiques	97
2.10.5. Exportations par pays	98
2.10.6. Importations par pays	99

2.11. Propriété Intellectuelle, Marques et brevets, dessins et modèles

2.11.1. Brevets	100
2.11.2. Marques	100

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.1. Présentation synthétique de l'agrégat

(Source : IMSEE)

Le PIB monégasque pour l'année 2012 s'élève à **4,48 milliards d'euros** contre 4,37 milliards en 2011.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB en valeur en milliers d'euros	3 379 697	3 653 067	4 287 449	4 421 519	3 924 876	4 048 815	4 374 204	4 482 161
Indice des Prix ⁽¹⁾	100,0	102,1	104,8	107,4	108,2	109,3	110,7	112,4
PIB en volume en milliers d'euros	3 379 697	3 576 503	4 091 724	4 115 065	3 626 874	3 705 796	3 952 761	3 989 289
Évolution en volume		5,8%	14,4%	0,6%	-11,9%	2,2%	6,7%	0,9%

Le taux de croissance, calculé sur le PIB corrigé de l'effet inflation, est de **+0,9%**.

La richesse produite en principauté en 2012 est en faible augmentation par rapport à celle produite l'année précédente et s'inscrit dans le mouvement de ralentissement général observé en 2012 au niveau européen et mondial.

Après le tassement provoqué par la crise et constaté en 2009, le PIB en valeur a rattrapé en 2012 son niveau de 2008 (4,42 milliards).

L'observation de la structure du PIB en volume montre que l'emploi a été le moteur de la croissance. La progression de +1,9% du nombre d'emplois au 31 décembre 2012 se traduit par une augmentation de +3,4% en volume de la masse salariale globale. Elle représente plus de 50% de la richesse créée en Principauté.

Les impôts versés sur les produits ont également progressé de +5,6%. Ils représentent plus de 11% de la richesse produite.

L'Excédent Brut d'Exploitation des entreprises qui avait progressé de +9,2% en 2011 et contribué largement aux résultats économiques du pays, connaît en revanche en 2012 un net recul de -3,7% par rapport à 2011.

L'augmentation de la population salariée (+1,9%) étant supérieure à celle du PIB, le montant du **PIB par salarié** se dégrade (-0,9%). Il s'élève à **90 350€**.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB en valeur en milliers d'euros	3 379 697	3 653 067	4 287 449	4 421 519	3 924 876	4 048 815	4 374 204	4 482 161
Population salariée	44 209	45 636	47 165	48 695	48 334	49 276	48 697	49 609
PIB par salarié en euro courants	76 448	80 048	90 903	90 800	81 203	82 166	89 825	90 350
Indice des Prix ⁽¹⁾	100,0	102,1	104,8	107,4	108,2	109,3	110,7	112,4
PIB par salarié en euro constants	76 448	78 370	86 753	84 507	75 038	75 205	81 171	80 415
Évolution en volume		2,5%	10,7%	-2,6%	-11,2%	0,2%	7,9%	-0,9%

Le **PIB «per capita»** diminue de -0,7% en volume. Ce recul s'explique par l'augmentation plus rapide de la population de référence (+1,7%) que celle du PIB (+0,9%).

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB en valeur en milliers d'euros	3 379 697	3 653 067	4 287 449	4 421 519	3 924 876	4 048 815	4 374 204	4 482 161
Population retenue	68 973	70 471	72 311	74 144	73 252	74 199	74 045	75 279
PIB per capita en euro courants	49 000	51 838	59 292	59 634	53 580	54 567	59 075	59 541
Indice des Prix ⁽¹⁾	100,0	102,1	104,8	107,4	108,2	109,3	110,7	112,4
PIB per capita en euro constants	49 000	50 751	56 585	55 501	49 512	49 944	53 383	52 994
Évolution en volume		3,6%	11,5%	-1,9%	-10,8%	0,9%	6,9%	-0,7%

⁽¹⁾ source INSEE.

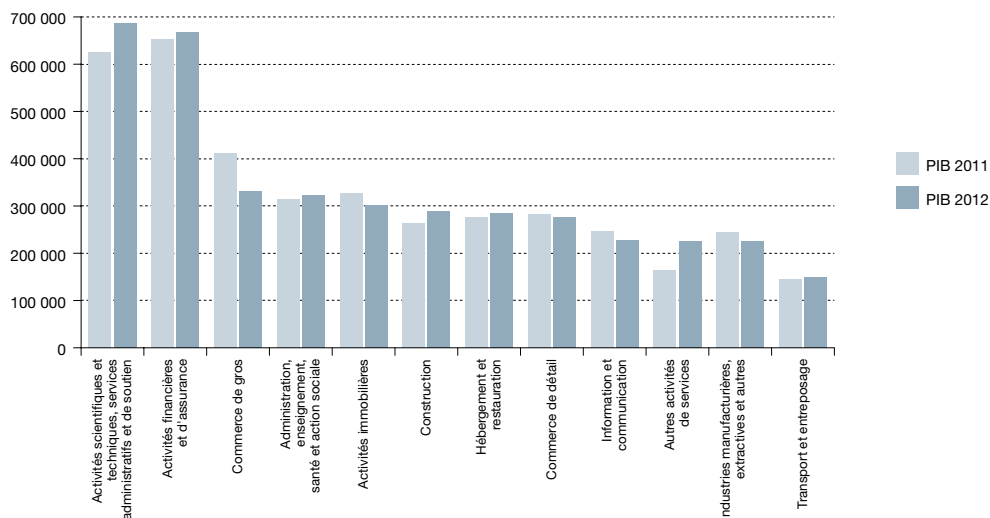
2.1 Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.2. PIB par secteur d'activité

(Source : IMSEE)

	en valeur		en volume		Évolution	Poids
	PIB 2011	PIB 2012	PIB 2011	PIB 2012		
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	693 473	771 257	626 659	686 448	9,5%	17,2%
Activités financières et d'assurance	722 695	750 479	653 065	667 954	2,3%	16,7%
Commerce de gros	455 901	372 696	411 976	331 713	-19,5%	8,3%
Administration, enseignement, santé et action sociale	348 921	361 917	315 303	322 119	2,2%	8,1%
Activités immobilières	360 924	339 291	326 150	301 982	-7,4%	7,6%
Construction	290 597	325 274	262 599	289 506	10,2%	7,3%
Hébergement et restauration	304 637	321 130	275 286	285 818	3,8%	7,2%
Commerce de détail	311 884	311 321	281 835	277 087	-1,7%	6,9%
Information et communication	271 966	255 345	245 763	227 267	-7,5%	5,7%
Autres activités de services	181 898	252 645	164 373	224 863	36,8%	5,6%
Industries manufacturières, extractives et autres	270 372	252 638	244 322	224 857	-8,0%	5,6%
Transport et entreposage	160 936	168 167	145 430	149 675	2,9%	3,8%
PIB en milliers d'euros	4 374 204	4 482 161	3 952 761	3 989 289	0,9%	100%

- Plus d'un tiers du PIB monégasque (34,0%) est produit par 2 secteurs :
 - Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (17,2%) ;
 - Activités financières et d'assurance (16,7%).
- L'activité de la Principauté est relativement homogène. 9 secteurs pèsent entre 5,6% et 8,3%.
- Le secteur des Autres Activités de services enregistre la plus forte progression (+36,8%). Son poids dans le PIB passe de 4,2% à 5,6%.
- L'Industrie connaît une évolution négative (-8,0%) ; c'est l'avant dernier secteur en terme de contribution au PIB.
- Le Commerce de gros, malgré une baisse de -19,5% demeure dans le trio de tête mais reste sous la barre des 10%.



2.2. Emploi

(Source : IMSEE, CSM)

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (D.R.H.F.F.P.) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé. Ces données sont ensuite retravaillées par l'IMSEE.

Les parties 2.2.1 à 2.2.3 portent sur les salariés ⁽¹⁾ et la partie 2.2.4 sur les emplois ⁽²⁾.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 9 au 31 décembre 2013), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

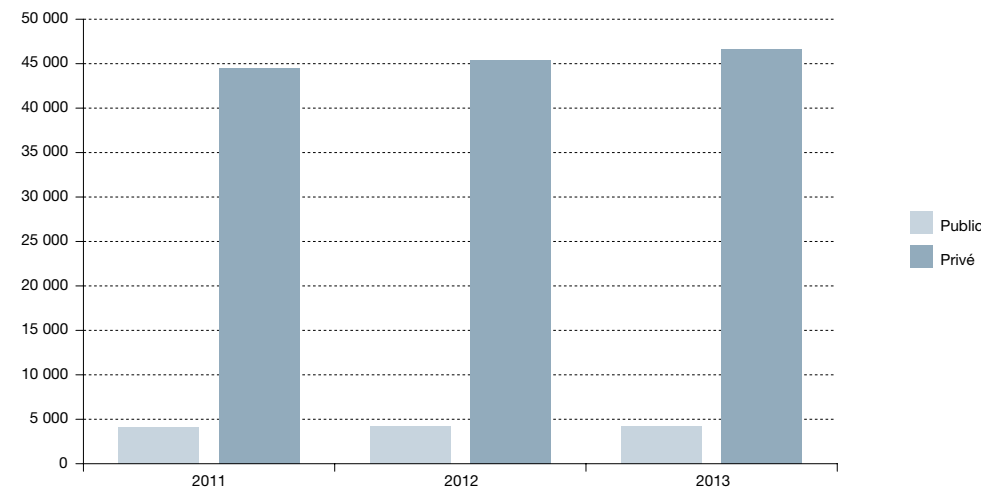
Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les Résidences A Quietüdine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III) et la Fondation Prince Pierre ⁽³⁾.

Sauf mention contraire, les données sont arrêtées au 31/12/2013.

2.2.1. Salariés du secteur public et privé

	2011	2012	2013	Poids 2013
Secteur public	4 153	4 168	4 192	8,3%
Secteur privé	44 544	45 441	46 600	91,7%
dont établissements publics	2 047	2 096	2 369	4,7%
Total public / privé	48 697	49 609	50 792	100%

Salariés du secteur public et privé



⁽¹⁾ La notion de «salarié poids» a été introduite depuis 2012 par les CSM : il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs. Dorénavant, toutes les données publiées sur le nombre de salariés seront calculées en «salarié poids».

⁽²⁾ Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

⁽³⁾ Uniquement pour les données 2011 et 2012, l'établissement public ayant été dissout par la Loi n° 1.396 du 13 décembre 2012 au profit de l'association «Fondation Prince Pierre de Monaco».

2.2 Emploi

2.2.2. Effectifs de la Fonction Publique

(Source : IMSEE)

A. Répartition selon le rattachement et le sexe

	Hommes	Femmes	Total	Poids
Palais	124	60	184	4,4%
Secrétariats des Commissions, Assemblées, Corps constitués	22	32	54	1,3%
Administration Gouvernementale	1 985	1 232	3 217	76,7%
Ministère d'État	92	119	211	5,0%
Département de l'Intérieur	1 111	666	1 777	42,4%
Département des Finances et de l'Économie	99	184	283	6,8%
Département des Affaires Sociales et de la Santé	52	111	163	3,9%
Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme	594	98	692	16,5%
Département des Relations Extérieures et de la Coopération	37	54	91	2,2%
Direction des Services Judiciaires	58	74	132	3,1%
Commune	273	323	596	14,2%
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	3	6	9	0,2%
Total	2 465	1 727	4 192	100%

B. Répartition selon le rattachement et la nationalité

	Monégasques	Non Monégasques	Total
Palais	19	165	184
Secrétariats des Commissions, Assemblées, Corps constitués	37	17	54
Administration Gouvernementale	1 025	2 192	3 217
Ministère d'État	119	92	211
Département de l'Intérieur	438	1 339	1 777
Département des Finances et de l'Économie	178	105	283
Département des Affaires Sociales et de la Santé	80	83	163
Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme	132	560	692
Département des Relations Extérieures et de la Coopération	78	13	91
Direction des Services Judiciaires	34	98	132
Commune	158	438	596
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	3	6	9
Total	1 276	2 916	4 192

2.2 Emploi

2.2.2. Effectifs de la Fonction Publique

(Source : IMSEE)

C. Répartition selon la nationalité et le sexe

	Hommes	Femmes	Total	Poids
Monégasques	443	833	1 276	30,4%
Français	1 869	804	2 673	63,8%
Italiens	81	35	116	2,8%
Autres	72	55	127	3,0%
Total	2 465	1 727	4 192	100%

D. Répartition selon le lieu de résidence et le sexe

	Hommes	Femmes	Total	Poids
Monaco	1 054	1 108	2 162	51,6%
France - Communes limitrophes ⁽¹⁾	598	311	909	21,7%
France - Autres communes	798	305	1 103	26,3%
Italie	14	2	16	0,4%
Autres	1	1	2	0,0%
Total	2 465	1 727	4 192	100%

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap-d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin

2.2 Emploi

2.2.3. Salariés du secteur privé ⁽¹⁾

(Source : CSM)

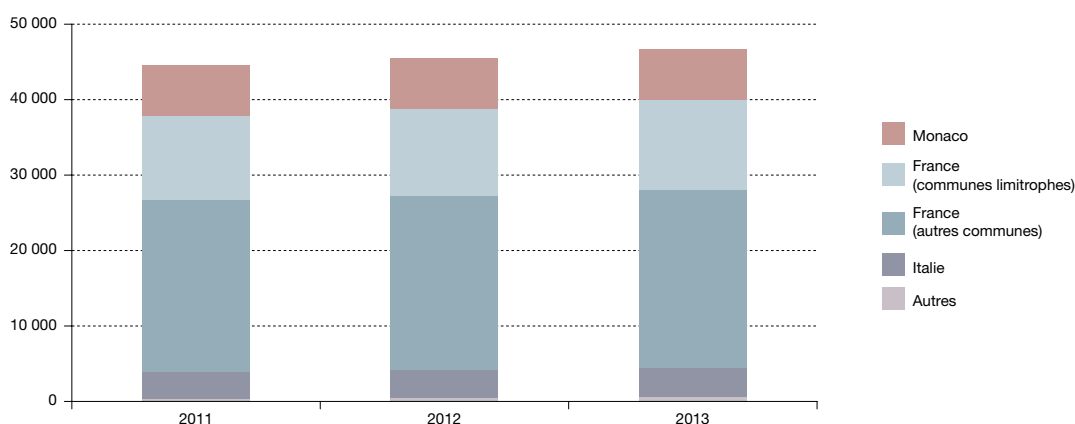
A. Répartition selon le sexe

	2011	2012	2013	Poids	Variation 12/13
Hommes	26 405	26 917	27 685	59,4%	2,9%
Femmes	18 139	18 524	18 914	40,6%	2,1%
Total	44 544	45 441	46 600	100%	2,5%

B. Répartition selon le lieu de résidence

	2011	2012	2013	Poids	Variation 12/13
Monaco	6 673	6 698	6 771	14,5%	1,1%
France - Communes limitrophes ⁽²⁾	11 249	11 548	11 809	25,3%	2,3%
France - Autres communes	22 772	23 084	23 654	50,8%	2,5%
Italie	3 601	3 717	3 829	8,2%	3,0%
Autres	250	395	537	1,2%	35,9%
Total	44 544	45 441	46 600	100%	2,5%

2013	Hommes	Femmes	Total
Monaco	3 717	3 054	6 771
France - Communes limitrophes ⁽²⁾	6 375	5 434	11 809
France - Autres communes	14 749	8 904	23 654
Italie	2 459	1 370	3 829
Autres	385	152	537
Total	27 685	18 914	46 600



⁽¹⁾ Dans certains tableaux, du fait des arrondis, les résultats des regroupements ne sont pas toujours égaux à la somme des éléments qui les composent.

⁽²⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap-d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

2.2 Emploi

2.2.3. Salariés du secteur privé

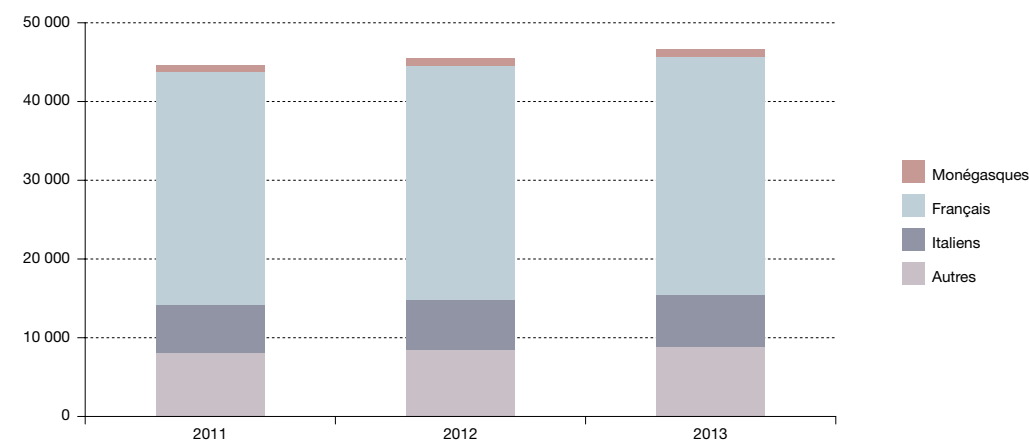
(Source : CSM)

C. Répartition selon la nationalité

	2011	2012	2013	Poids	Variation 12/13
Monégasques	916	940	958	2,1%	1,9%
Français	29 475	29 795	30 200	64,8%	1,4%
Italiens	6 048	6 245	6 583	14,1%	5,4%
Autres	8 104	8 461	8 859	19,0%	4,7%
Total	44 544	45 441	46 600	100%	2,5%

2013	Hommes	Femmes	Total
Monégasques	621	338	958
Français	17 854	12 346	30 200
Italiens	4 201	2 382	6 583
Autres	5 010	3 849	8 859
Total	27 685	18 914	46 600

Nombre de salariés par nationalité



D. Répartition selon les secteurs économiques

	2011	2012	2013	Poids	Variation 12/13
Secteur primaire	4	6	6	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	6 919	6 911	6 959	14,9%	0,7%
Secteur tertiaire	37 621	38 524	39 635	85,1%	2,9%
Total	44 544	45 441	46 600	100%	2,5%

2.2 Emploi

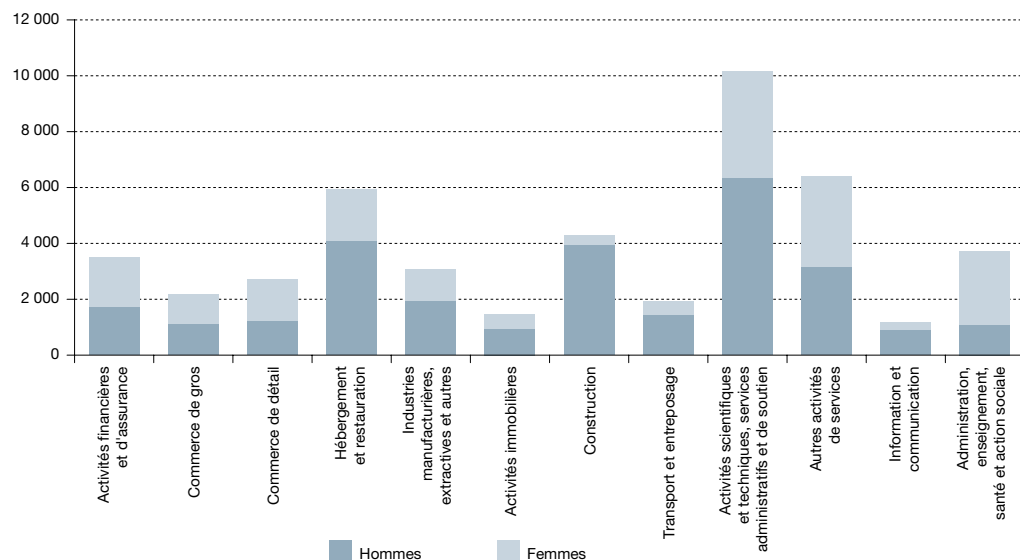
2.2.3. Salariés du secteur privé

(Source : CSM)

E. Répartition du nombre de salariés par GSA

	2011			2012			2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	1 601	1 711	3 311	1 666	1 758	3 424	1 703	1 804	3 507
Commerce de gros	1 180	1 110	2 290	1 145	1 085	2 230	1 094	1 077	2 171
Commerce de détail	1 141	1 465	2 606	1 176	1 477	2 652	1 214	1 502	2 716
Hébergement et restauration	3 702	1 714	5 416	3 830	1 816	5 647	4 063	1 897	5 960
Industries manufacturières, extractives et autres	1 970	1 247	3 217	1 933	1 213	3 146	1 927	1 160	3 087
Activités immobilières	908	504	1 412	914	512	1 427	940	531	1 471
Construction	3 774	347	4 122	3 834	357	4 190	3 932	365	4 297
Transport et entreposage	1 334	404	1 738	1 355	487	1 842	1 423	521	1 945
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	5 946	3 749	9 695	6 117	3 896	10 013	6 316	3 842	10 158
Autres activités de services	3 014	3 161	6 175	3 060	3 177	6 237	3 129	3 260	6 390
Information et communication	897	309	1 206	900	302	1 202	870	302	1 172
Administration, enseignement, santé et action sociale	939	2 417	3 356	987	2 445	3 432	1 075	2 652	3 727
Total	26 405	18 139	44 544	26 917	18 524	45 441	27 685	18 914	46 600

Répartition du nombre de salariés par GSA



2.2 Emploi

2.2.3. Salariés du secteur privé

(Source : CSM)

F. Répartition du nombre d'employeurs par GSA et tranche de salariés

	< 5	[5 ; 10 [[10 ; 50 [[50 ; 200 [≥ 200	Total
Activités financières et d'assurance	84	39	34	17	2	176
Commerce de gros	244	72	55	4	0	375
Commerce de détail	302	94	55	3	1	455
Hébergement et restauration	76	62	52	7	5	202
Industries manufacturières, extractives et autres	41	21	34	13	3	112
Activités immobilières	336	71	28	0	0	435
Construction	97	66	101	16	1	281
Transport et entreposage	53	24	30	9	0	116
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	318	118	88	27	13	564
Autres activités de services	2 351	68	32	10	3	2 464
Information et communication	57	20	23	3	1	104
Administration, enseignement, santé et action sociale	58	11	16	4	3	92
Total	4 017	666	548	113	32	5 376

Le grand nombre d'employeurs du secteur « Autres activités de services » s'explique en partie par les employeurs de gens de maison classés dans ce secteur. Ils représentent 88,4% des employeurs du secteur.

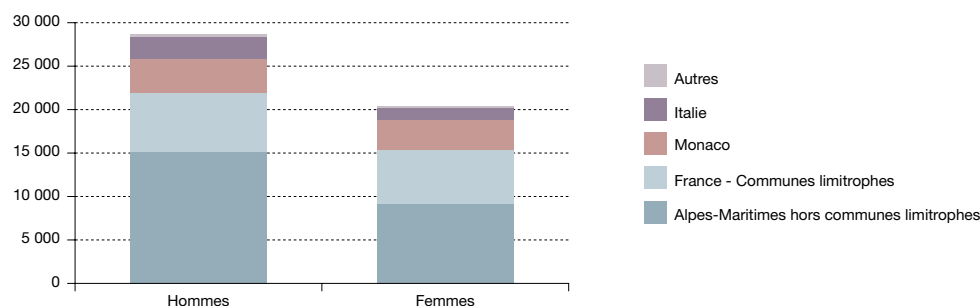
2.2 Emploi

2.2.4. Emplois du secteur privé ⁽¹⁾

(Source : CSM)

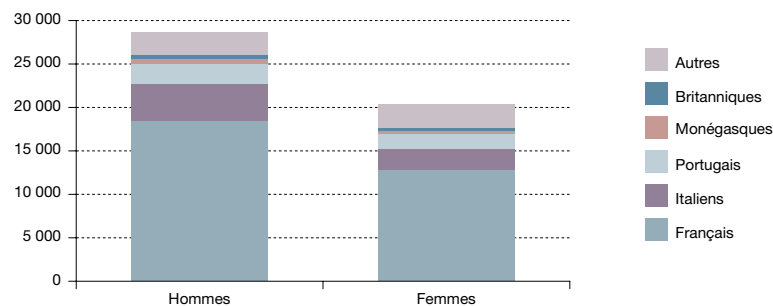
A. Répartition selon le lieu de résidence

	Hommes		Femmes		Total	
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	15 142	52,8%	9 149	45,0%	24 291	49,5%
France - Communes limitrophes	6 766	23,6%	6 210	30,5%	12 976	26,5%
Monaco	3 840	13,4%	3 395	16,7%	7 235	14,8%
Italie	2 552	8,9%	1 431	7,0%	3 983	8,1%
Autres	389	1,4%	155	0,8%	544	1,1%
Total	28 689	58,5%	20 340	41,5%	49 029	100%



B. Répartition selon la nationalité

	Hommes		Femmes		Total	
Français	18 355	64,0%	12 725	62,6%	31 080	63,4%
Italiens	4 345	15,1%	2 496	12,3%	6 841	14,0%
Portugais	2 204	7,7%	1 655	8,1%	3 859	7,9%
Monégasques	627	2,2%	356	1,8%	983	2,0%
Britanniques	532	1,9%	375	1,8%	907	1,8%
Autres	2 626	9,2%	2 733	13,4%	5 359	10,9%
Total	28 689	58,5%	20 340	41,5%	49 029	100%



⁽¹⁾ Les travailleurs indépendants, fonctionnaires et agents de l'État ne sont pas comptabilisés dans ces données.

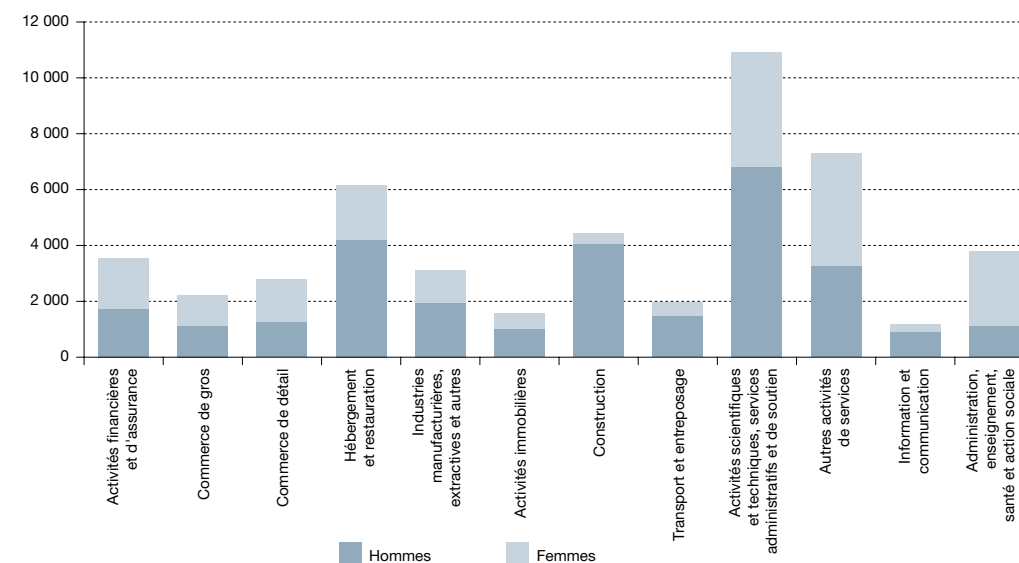
2.2 Emploi

2.2.4. Emplois du secteur privé

(Source : CSM)

C. Répartition selon les GSA

	Hommes		Femmes		Total	
Activités financières et d'assurance	1 719	6,0%	1 829	9,0%	3 548	7,2%
Commerce de gros	1 110	3,9%	1 119	5,5%	2 229	4,5%
Commerce de détail	1 241	4,3%	1 553	7,6%	2 794	5,7%
Hébergement et restauration	4 193	14,6%	1 952	9,6%	6 145	12,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 936	6,7%	1 168	5,7%	3 104	6,3%
Activités immobilières	997	3,5%	595	2,9%	1 592	3,2%
Construction	4 026	14,0%	395	1,9%	4 421	9,0%
Transport et entreposage	1 447	5,0%	532	2,6%	1 979	4,0%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	6 814	23,8%	4 102	20,2%	10 916	22,3%
Autres activités de services	3 242	11,3%	4 075	20,0%	7 317	14,9%
Information et communication	875	3,0%	310	1,5%	1 185	2,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	1 089	3,8%	2 710	13,3%	3 799	7,7%
Total	28 689	58,5%	20 340	41,5%	49 029	100%



2.2 Emploi

2.2.5. Recettes, dépenses et cotisations des Caisses Sociales de Monaco

(Source : CSM)

A. CCSS							
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Produits techniques du régime général	177 325	182 822	189 995	201 464	219 025	224 723	229 951
Prestations médicales	118 229	130 607	139 100	148 241	149 093	155 447	165 643
Prestations familiales	38 657	40 292	42 675	43 445	44 443	45 407	47 577

Unité : Milliers d'euros.

B. CAMTI							
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Produits techniques	6 907	7 621	8 251	9 142	9 729	10 113	11 174
Prestations médicales	6 557	7 881	8 145	7 498	7 632	9 117	8 788

Unité : Milliers d'euros.

C. Cotisations de la CCSS					
	Taux ⁽¹⁾	Plafonds		Taux ⁽¹⁾	Plafonds
1991 - 1992	16,05	3 658,78	2003 - 2004	16,05	6 130,00
1992 - 1993	16,15	3 811,23	2004 - 2005	16,35	6 390,00
1993 - 1994	16,15	3 963,67	2005 - 2006	16,40	6 600,00
1994 - 1995	16,35	4 116,12	2006 - 2007	15,45	6 800,00
1995 - 1996	16,55	4 573,47	2007 - 2008	14,85	7 100,00
1996 - 1997	16,55	4 725,92	2008 - 2009	15,05	7 300,00
1997 - 1998	16,85	4 878,37	2009 - 2010	15,45	7 400,00
1998 - 1999	17,15	5 030,82	2010 - 2011	15,95	7 600,00
1999 - 2000	17,15	5 183,27	2011 - 2012	15,65	7 800,00
2000 - 2001	16,15	5 335,72	2012 - 2013	15,35	7 950,00
2001 - 2002	15,15	5 640,00	2013 - 2014	15,55	8 050,00
2002 - 2003	15,55	5 840,00			

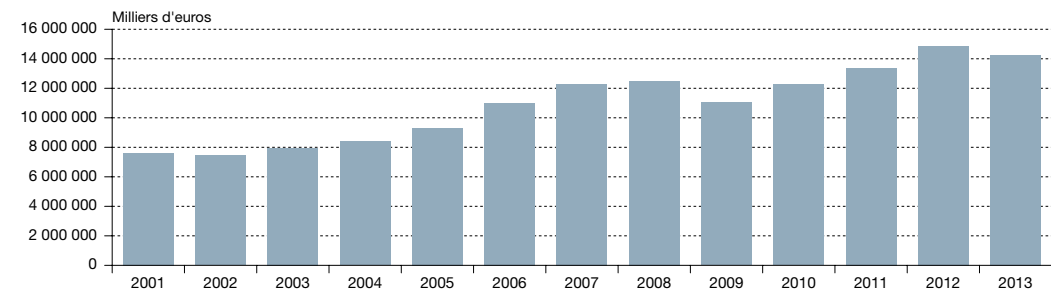
Unité : Euros.

⁽¹⁾ Il s'agit du taux de cotisation : CCSS (Régime Général + Fonds Social) + OMT. Ce taux n'inclut pas la cotisation CGCS de 0,05% qui n'a pas évolué depuis le 01/10/21988.

2.3. Chiffre d'affaires

2.3.1. Évolution du chiffre d'affaires

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)



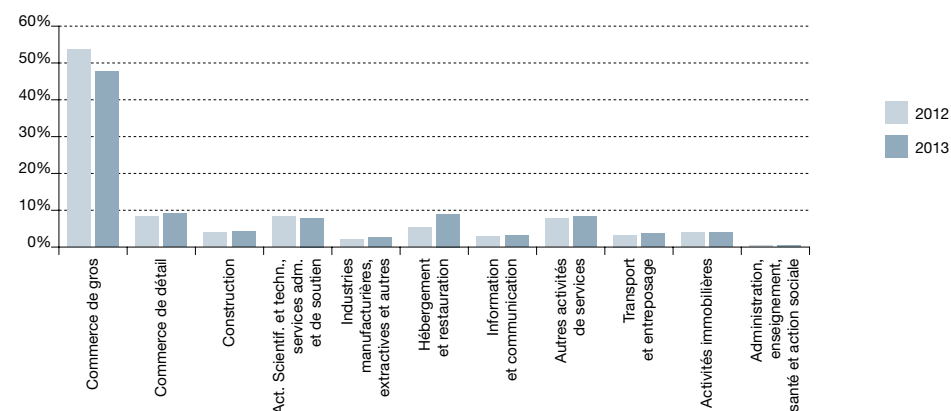
2.3.2. Évolution du chiffre d'affaires par GSA

	2012	2013	Évolution 2012/2013
Activités financières et d'assurance	1 478 236	1 604 017	8,5%
Commerce de gros	7 959 449	6 800 998	-14,6%
Commerce de détail	1 214 730	1 292 850	6,4%
Hébergement et restauration	584 160	615 684	5,4%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 247 523	1 126 756	-9,7%
Activités immobilières	314 402	382 131	21,5%
Construction	793 863	1 283 859	61,7%
Transport et entreposage	436 327	451 325	3,4%
Act. Scientif. et techn., services adm. et de soutien	1 145 484	1 168 380	2,0%
Autres activités de services	494 050	515 288	4,3%
Information et communication	585 016	558 424	-4,5%
Administration, enseignement, santé et action sociale	75 901	77 341	1,9%
Total ⁽¹⁾	14 850 905	14 273 038	-3,9%

Unité : Milliers d'euros.

⁽¹⁾ Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des activités financières et d'assurance. Le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est présenté isolément et donné à titre indicatif.

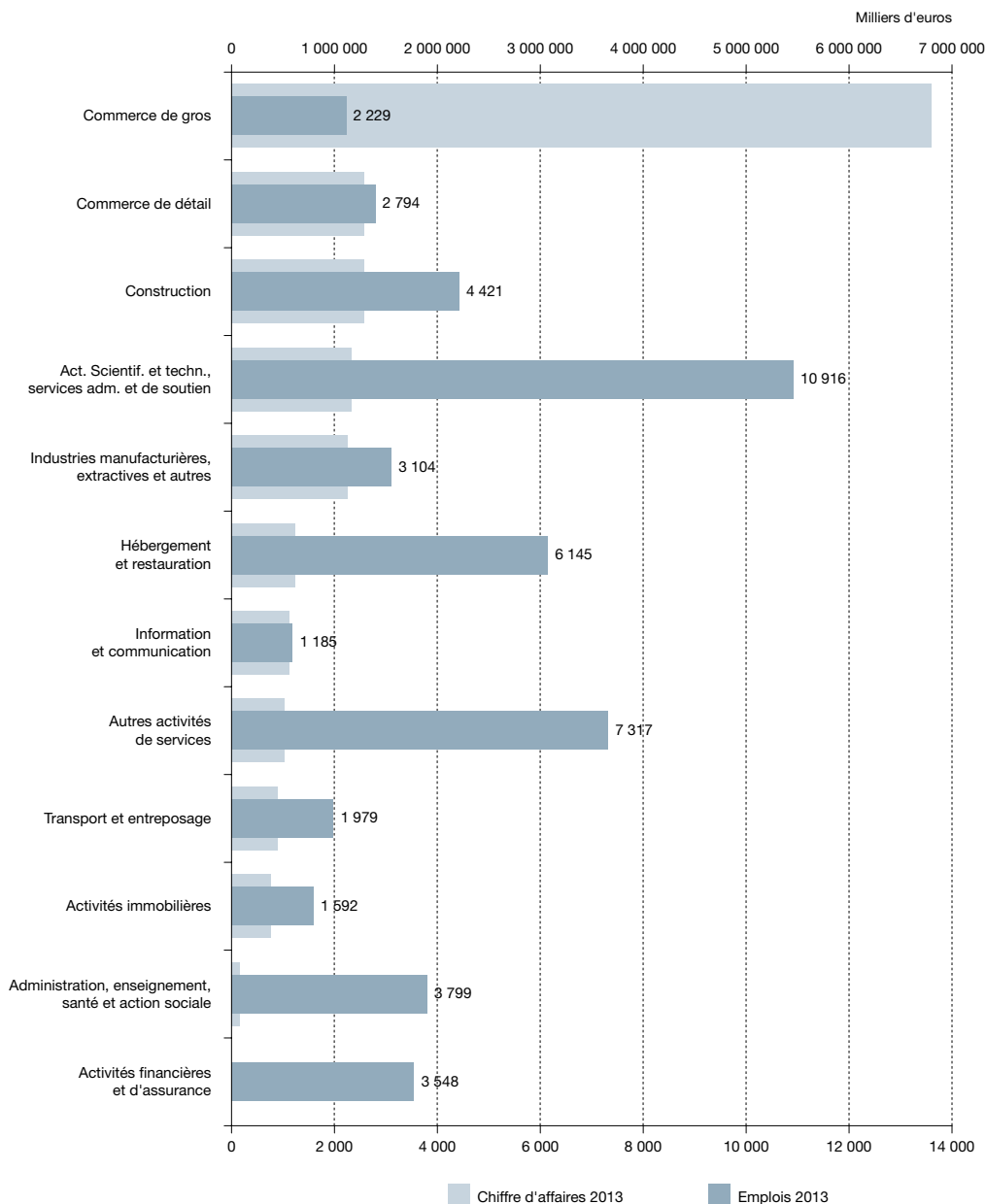
2.3.3. Répartition du chiffre d'affaires par GSA



2.3. Chiffre d'affaires

2.3.4. Répartition du chiffre d'affaires et du nombre d'emplois par GSA

(Sources : Direction des Services Fiscaux, CSM, IMSEE)



Au 31 décembre 2013, le nombre d'emplois, hors fonctionnaires, s'élève à 49 029, soit une progression de +2,7% par rapport à 2012. Toutefois, un salarié peut occuper plusieurs emplois.

2.4. Activités financières

2.4.1. Établissements financiers

(Sources : Direction du Budget et du Trésor, CSM)

	2009	2010	2011	2012	2013
Banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)					
Sociétés de droit monégasque	20	18	18	18	18
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	5	4	4	4	4
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	13	13	13	13	12
Succursales de banques françaises sous contrôle étranger	0	0	0	0	0
Total	39	36	36	36	35
Sociétés financières					
Sociétés financières de droit monégasque	2	1	1	1	1
Succursales de sociétés financières françaises	2	2	2	2	2
Total	4	3	3	3	3
Fonds Communs de Placements Monégasques					
Nombre	62	61	59	60	62
Total des Actifs Nets (en milliards d'euros)	5,20	5,11	4,60	4,98	5,05
Sociétés de Gestion de Portefeuille	45	43	46	46	51
Effectifs ⁽¹⁾	3 181	3 174	3 357	3 465	3 548
dont Banques	2 379	2 364	2 466	2 510	2 532

⁽¹⁾ depuis 2011, les données sont transmises par les CSM (données au 31/12).

2.4.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôts	25,0	24,0	28,9	32,0	32,9
Titres - Clientèle non financière	45,0	48,8	49,1	58,3	63,2
Titres - Clientèle financière	5,4	5,2	5,1	5,5	5,6
Total des Ressources de la Place	75,4	78,0	83,2	95,8	101,8
Crédits	10,0	12,8	16,1	18,2	19,0

Unité : Milliards d'euros.

2.5. Focus sectoriels

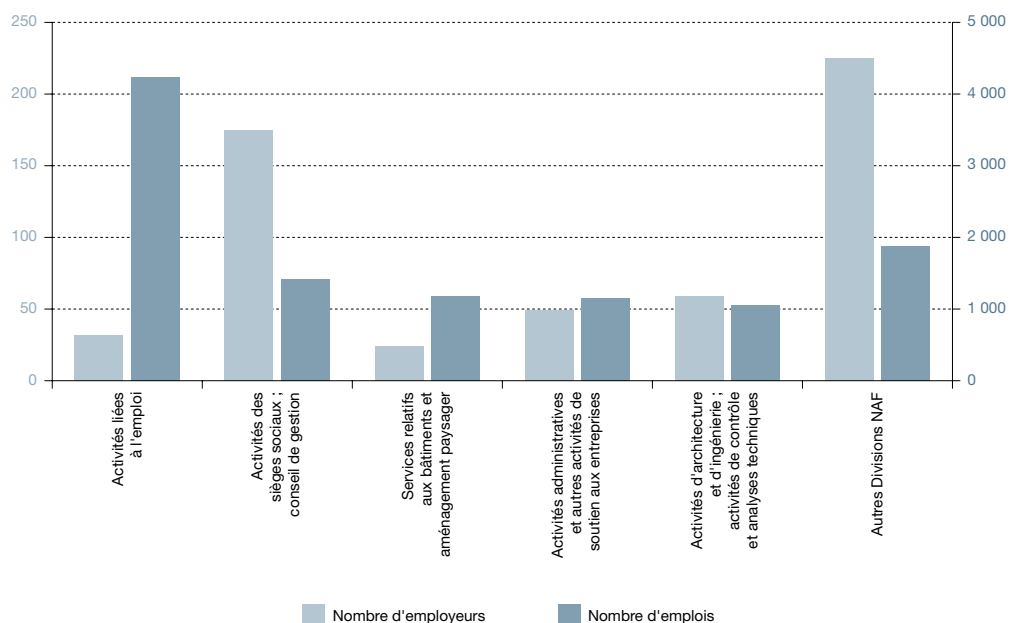
2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

(Source : IMSEE)

Le grand secteur «Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien» est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim, etc...

A. Emploi

Divisions NAF	Nombre d'employeurs	Nombre d'emplois		Total	Poids
		Hommes	Femmes		
Activités liées à l'emploi	32	3 357	880	4 237	38,8%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	175	618	805	1 423	13,0%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	24	519	662	1 181	10,8%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	49	626	519	1 145	10,5%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	59	718	338	1 056	9,7%
Autres Divisions NAF	225	976	898	1 874	17,2%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	564	6 814	4 102	10 916	100%
Nombre total en Principauté	5 376	28 689	20 340	49 029	



2.5. Focus sectoriels

2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

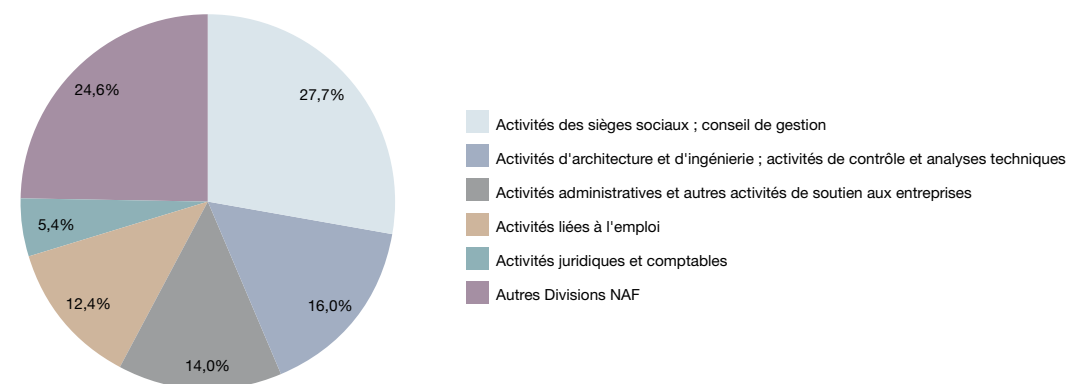
(Source : IMSEE)

B. PIB

	PIB 2012	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Poids
Rémunérations des salariés	2 149 708	388 175	18,1%
E.B.E.	1 553 204	226 817	14,6%
Impôts	478 305	75 171	15,7%
Subventions	-191 927	-3 715	1,9%
PIB en milliers d'euros constants	3 989 289	686 448	17,2%

C. Chiffre d'affaires

Divisions NAF	2012	2013	Variation	Poids
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	283 899	323 431	13,9%	27,7%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	190 310	187 228	-1,6%	16,0%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	183 382	163 155	-11,0%	14,0%
Activités liées à l'emploi	141 903	144 329	1,7%	12,4%
Activités juridiques et comptables	63 968	62 978	-1,5%	5,4%
Autres Divisions NAF	282 018	287 256	1,9%	24,6%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 145 484	1 168 380	2,0%	100%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 850 905	14 273 038	-3,9%	



2.5. Focus sectoriels

2.5.2. Commerce de détail

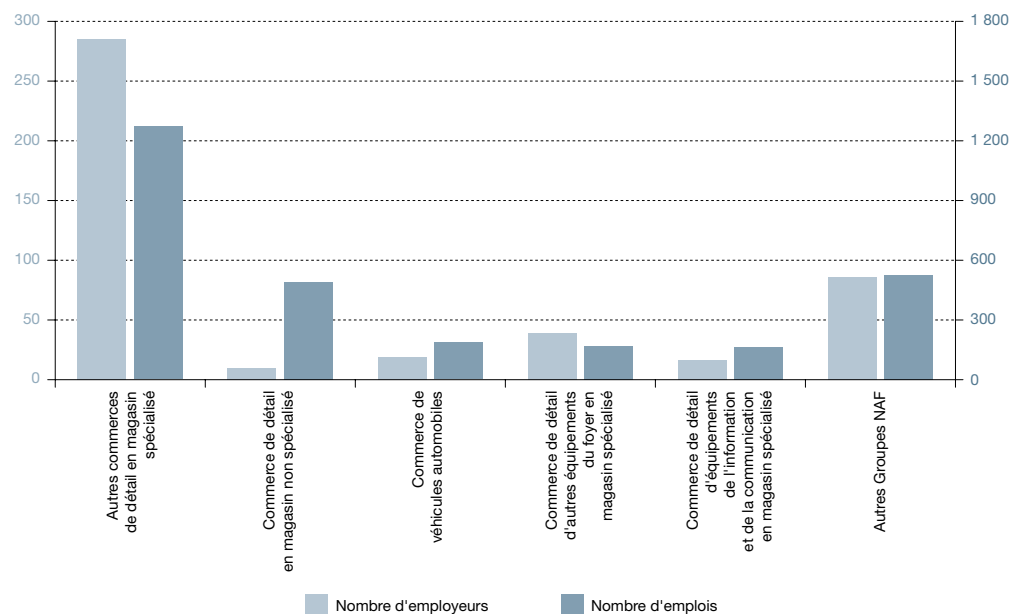
(Source : IMSEE)

Le commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages, par des magasins, des grands magasins, des comptoirs et des kiosques, des maisons de vente par correspondance, des colporteurs et des marchands ambulants, des coopératives de consommateurs, etc.

Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles est inclus dans le commerce de détail.

A. Emploi

Groupes NAF	Nombre d'employeurs	Nombre d'emplois			Poids
		Hommes	Femmes	Total	
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	285	322	948	1 270	45,5%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	10	232	257	489	17,5%
Commerce de véhicules automobiles	19	146	39	185	6,6%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	39	97	69	166	5,9%
Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé	16	109	52	161	5,8%
Autres Groupes NAF	86	335	188	523	18,7%
Total Commerce de détail	455	1 241	1 553	2 794	100%
Nombre total en Principauté	5 376	28 689	20 340	49 029	



2.5. Focus sectoriels

2.5.2. Commerce de détail

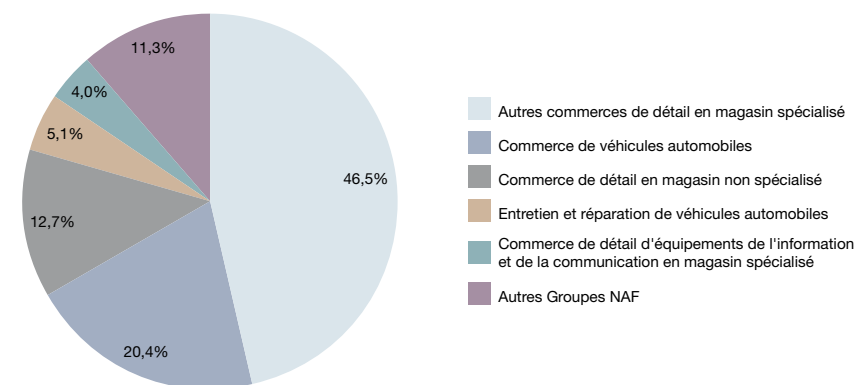
(Source : IMSEE)

B. PIB

	PIB 2012	Commerce de détail	Poids
Rémunérations des salariés	2 149 708	89 315	4,2%
E.B.E.	1 553 204	126 397	8,1%
Impôts	478 305	64 992	13,6%
Subventions	-191 927	-3 617	1,9%
PIB en milliers d'euros constants	3 989 289	277 087	6,9%

C. Chiffre d'affaires

Groupes NAF	2012	2013	Variation	Poids
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	554 531	600 850	8,4%	46,5%
Commerce de véhicules automobiles	240 357	263 675	9,7%	20,4%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	158 809	164 546	3,6%	12,7%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	59 993	65 642	9,4%	5,1%
Com. de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé	53 908	51 505	-4,5%	4,0%
Autres Groupes NAF	147 130	146 630	-0,3%	11,3%
Total CA Commerce de détail	1 214 730	1 292 850	6,4%	100%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 850 905	14 273 038	-3,9%	



2.5. Focus sectoriels

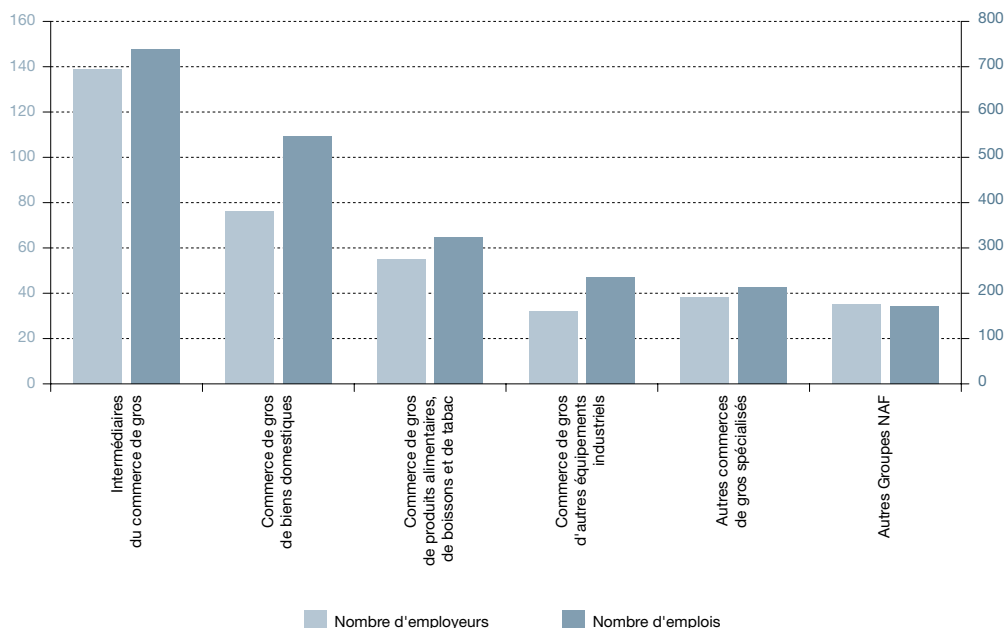
2.5.3. Commerce de gros

(Source : IMSEE)

Le commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

A. Emploi

Groupes NAF	Nombre d'employeurs	Nombre d'emplois			Poids
		Hommes	Femmes	Total	
Intermédiaires du commerce de gros	139	305	433	738	33,1%
Commerce de gros de biens domestiques	76	220	327	547	24,5%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	55	175	148	323	14,5%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	32	166	70	236	10,6%
Autres commerces de gros spécialisés	38	128	86	214	9,6%
Autres Groupes NAF	35	116	55	171	7,7%
Total Commerce de gros	375	1 110	1 119	2 229	100%
Nombre total en Principauté	5 376	28 689	20 340	49 029	



2.5. Focus sectoriels

2.5.3. Commerce de gros

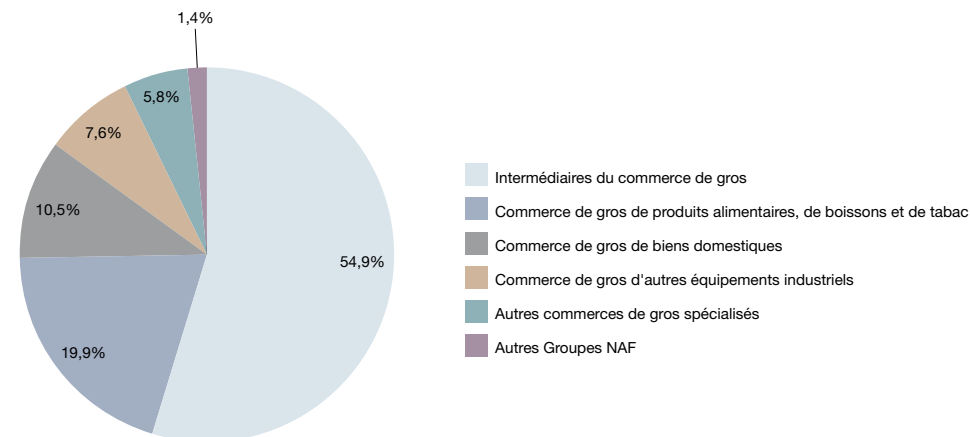
(Source : IMSEE)

B. PIB

	PIB 2012	Commerce de gros	Poids
Rémunérations des salariés	2 149 708	116 576	5,4%
E.B.E.	1 553 204	159 088	10,2%
Impôts	478 305	59 492	12,4%
Subventions	-191 927	-3 442	1,8%
PIB en milliers d'euros constants	3 989 289	331 713	8,3%

C. Chiffre d'affaires

Groupes NAF	2012	2013	Variation	Poids
Intermédiaires du commerce de gros	4 195 217	3 736 982	-10,9%	54,9%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 994 643	1 351 323	-32,3%	19,9%
Commerce de gros de biens domestiques	651 901	711 856	9,2%	10,5%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	552 915	515 402	-6,8%	7,6%
Autres commerces de gros spécialisés	439 835	391 676	-10,9%	5,8%
Autres Groupes NAF	124 937	93 758	-25,0%	1,4%
Total CA Commerce de gros	7 959 449	6 800 998	-14,6%	100%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 850 905	14 273 038	-3,9%	



2.5. Focus sectoriels

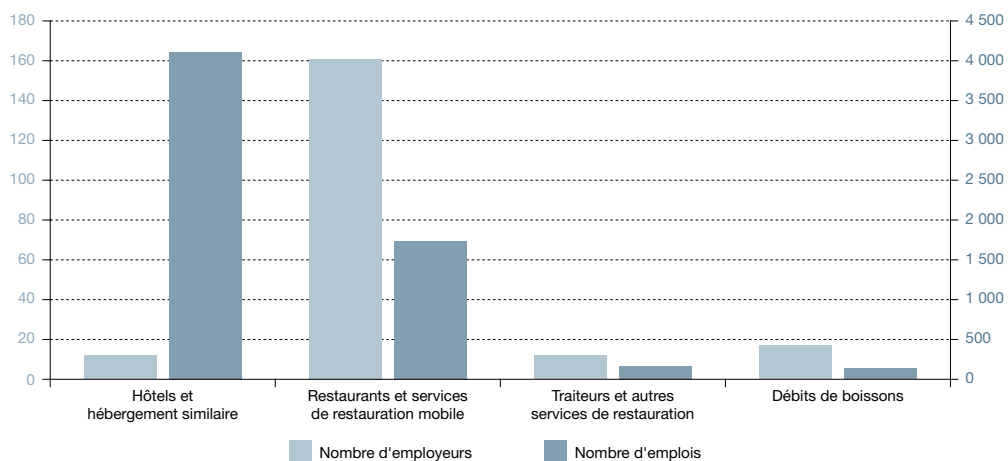
2.5.4. Hébergement et restauration

(Source : IMSEE)

Le secteur « Hébergement et restauration » comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate.

A. Emploi

Groupes NAF	Nombre d'employeurs	Nombre d'emplois			Poids
		Hommes	Femmes	Total	
Hôtels et hébergement similaire	12	2 730	1 379	4 109	66,9%
Restaurants et services de restauration mobile	161	1 267	466	1 733	28,2%
Traiteurs et autres services de restauration	12	100	65	165	2,7%
Débites de boissons	17	96	42	138	2,2%
Total Hébergement et restauration	202	4 193	1 952	6 145	100%
Nombre total en Principauté	5 376	28 689	20 340	49 029	



2.5. Focus sectoriels

2.5.4. Hébergement et restauration

(Source : IMSEE)

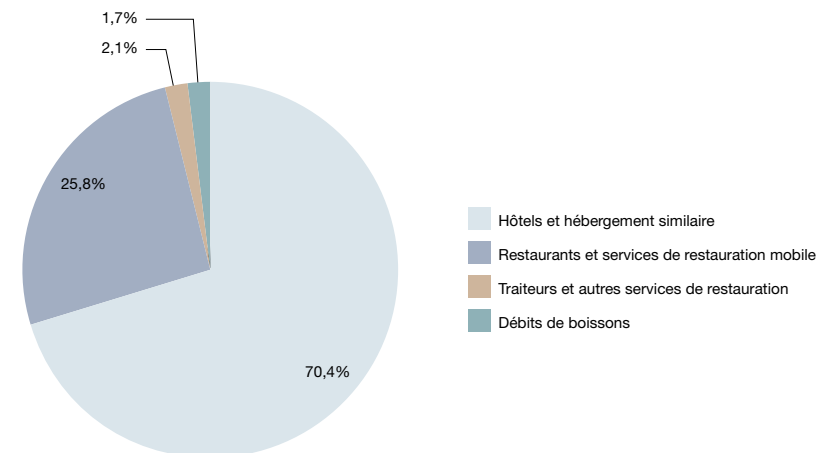
B. PIB

	PIB 2012	Hébergement et restauration	Poids
Rémunérations des salariés	2 149 708	195 864	9,1%
E.B.E.	1 553 204	62 912	4,1%
Impôts	478 305	27 042	5,7%
Subventions	-191 927	-	-
PIB en milliers d'euros constants	3 989 289	285 818	7,2%

C. Chiffre d'affaires

Groupes NAF	2012	2013	Variation	Poids
Hôtels et hébergement similaire	416 501	433 410	4,1%	70,4%
Restaurants et services de restauration mobile	144 142	158 923	10,3%	25,8%
Traiteurs et autres services de restauration	12 453	12 975	4,2%	2,1%
Débites de boissons	11 064	10 376	-6,2%	1,7%
Total CA Hébergement et restauration	584 162	615 686	5,4%	100%

CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance **14 850 905** **14 273 038** **-3,9%**



2.5. Focus sectoriels

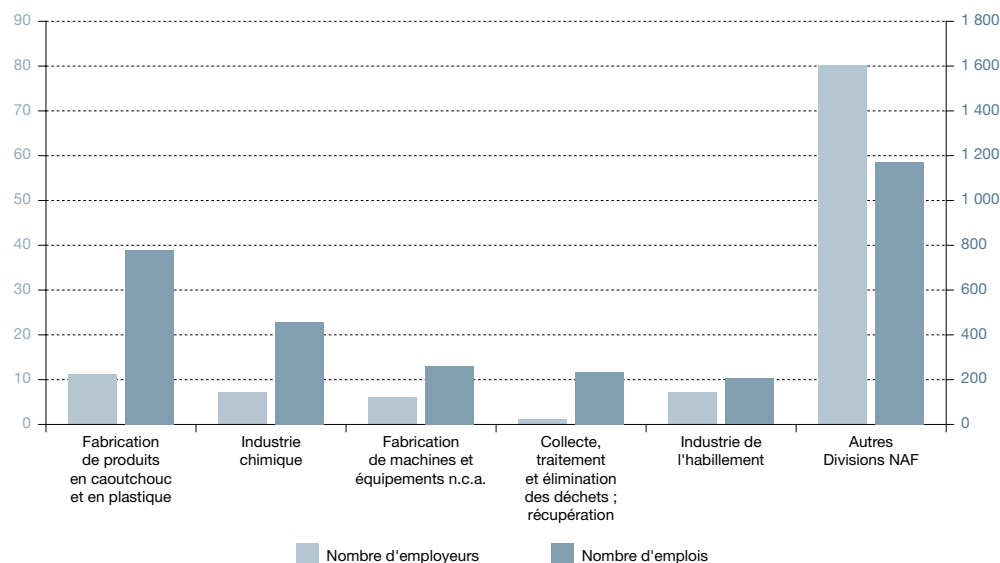
2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres

(Source : IMSEE)

L'industrie est l'ensemble des activités humaines tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie.

A. Emploi

Divisions NAF	Nombre d'employeurs	Nombre d'emplois			Poids
		Hommes	Femmes	Total	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11	492	285	777	25,0%
Industrie chimique	7	217	241	458	14,8%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	6	176	84	260	8,4%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	1	214	19	233	7,5%
Industrie de l'habillement	7	48	157	205	6,6%
Autres Divisions NAF	80	789	382	1 171	37,7%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	112	1 936	1 168	3 104	100%
Nombre total en Principauté	5 376	28 689	20 340	49 029	



2.5. Focus sectoriels

2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres

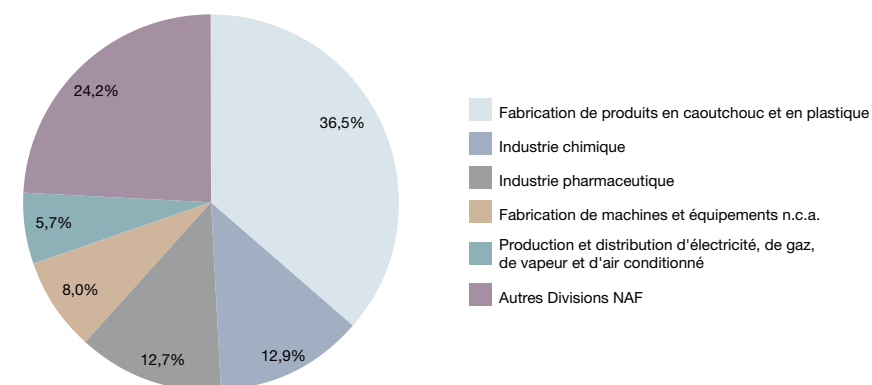
(Source : IMSEE)

B. PIB

	PIB 2012	Industries manufacturières, extractives et autres	Poids
Rémunérations des salariés	2 149 708	131 229	6,1%
E.B.E.	1 553 204	86 336	5,6%
Impôts	478 305	15 869	3,3%
Subventions	-191 927	-8 577	4,5%
PIB en milliers d'euros constants	3 989 289	224 857	5,6%

C. Chiffre d'affaires

Divisions NAF	2012	2013	Variation	Poids
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	385 779	411 400	6,6%	36,5%
Industrie chimique	168 575	145 240	-13,8%	12,9%
Industrie pharmaceutique	189 912	143 396	-24,5%	12,7%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	123 824	89 894	-27,4%	8,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	58 487	64 152	9,7%	5,7%
Autres Divisions NAF	320 944	272 673	-15,0%	24,2%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	1 247 523	1 126 756	-9,7%	100%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 850 905	14 273 038	-3,9%	

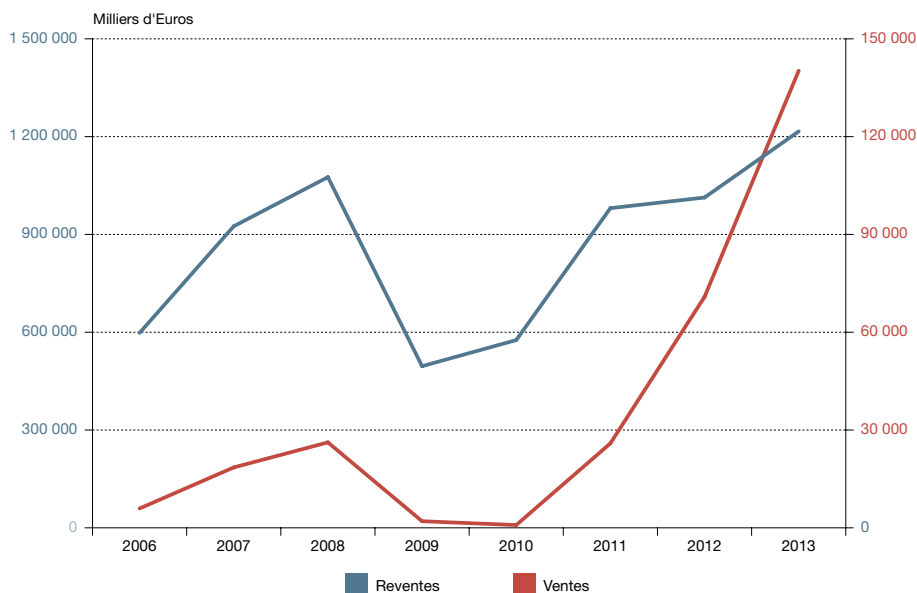


2.6. Marché de l'immobilier

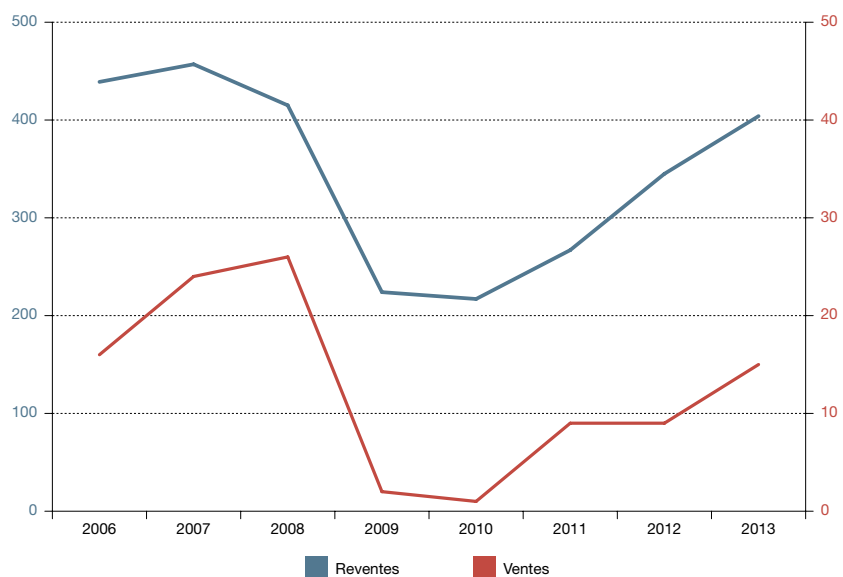
2.6.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)

A. Montant des transactions



B. Nombre de transactions



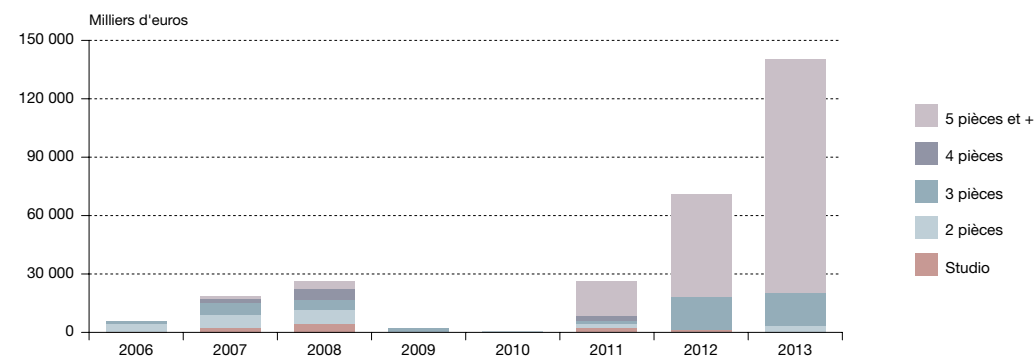
2.6. Marché de l'immobilier

2.6.2. Immobilier neuf

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)

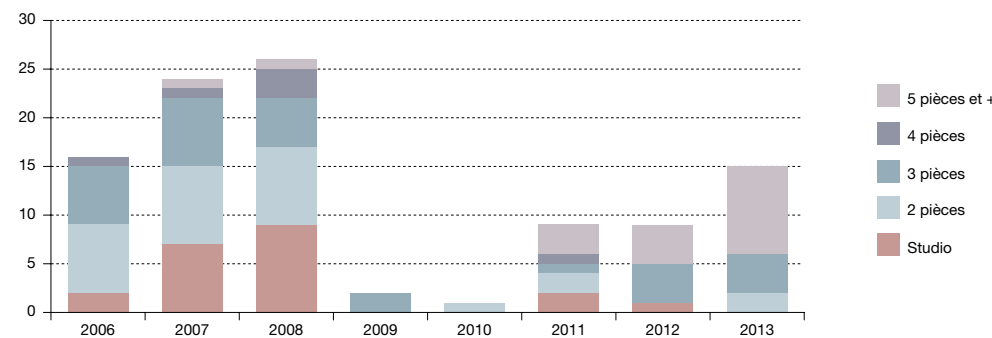
A. Montant des biens vendus

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Poids 2013
Studio	220	2 421	4 231	-	-	2 029	950	-	-
2 pièces	4 029	6 461	7 085	-	850	2 345	-	3 312	2,4%
3 pièces	1 405	6 160	5 435	2 027	-	1 500	17 094	16 520	11,8%
4 pièces	285	1 675	5 164	-	-	2 550	-	-	-
5 pièces et +	-	1 813	4 300	-	-	17 479	52 800	120 373	85,9%
Total	5 939	18 529	26 214	2 027	850	25 903	70 844	140 205	100%



B. Nombre de biens vendus

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Poids 2013
Studio	2	7	9	-	-	2	1	-	-
2 pièces	7	8	8	-	1	2	-	2	13,3%
3 pièces	6	7	5	2	-	1	4	4	26,7%
4 pièces	1	1	3	-	-	1	-	-	-
5 pièces et +	-	1	1	-	-	3	4	9	60,0%
Total	16	24	26	2	1	9	9	15	100%



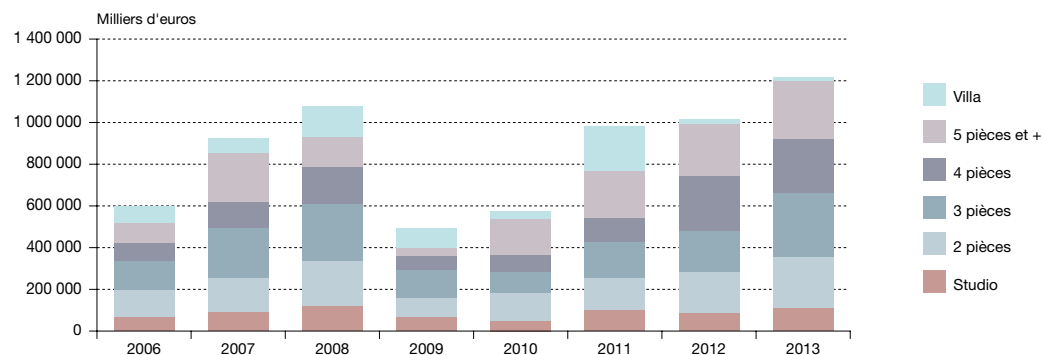
2.6. Marché de l'immobilier

2.6.3. Reventes immobilières

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)

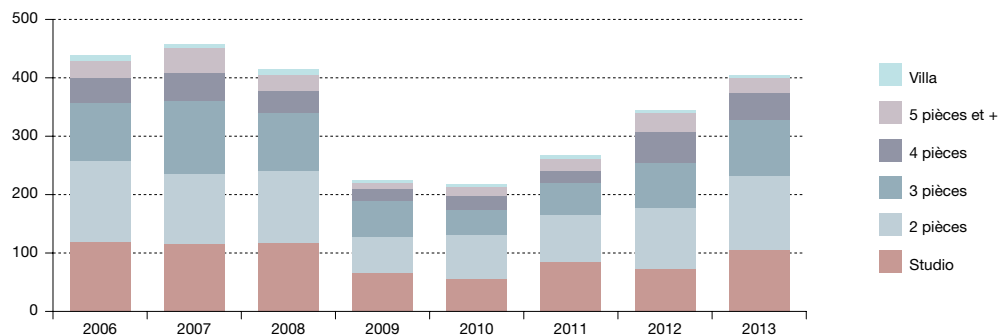
A. Montant des transactions

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2012/2013	Poids 2013
Studio	65 100	90 739	119 718	66 487	48 591	100 553	84 018	109 608	30,5%	9,0%
2 pièces	130 342	161 763	213 320	89 526	130 984	149 671	200 613	244 792	22,0%	20,1%
3 pièces	137 346	242 208	275 302	135 105	101 440	174 254	194 790	304 529	56,3%	25,0%
4 pièces	86 748	122 562	174 775	69 871	84 633	119 549	262 489	260 048	-0,9%	21,4%
5 pièces et +	98 974	236 623	148 510	35 358	171 475	223 606	250 814	279 638	11,5%	23,0%
Villa	79 392	71 150	144 100	99 500	38 755	212 907	20 550	17 490	-14,9%	1,4%
Total	597 901	925 046	1 075 725	495 846	575 878	980 541	1 013 276	1 216 106	20,0%	100%



B. Nombre de transactions

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2012/2013	Poids 2013
Studio	119	115	117	65	55	84	73	105	43,8%	26,0%
2 pièces	138	120	122	62	76	81	103	126	22,3%	31,2%
3 pièces	100	124	101	62	42	54	78	97	24,4%	24,0%
4 pièces	42	48	37	20	24	22	52	45	-13,5%	11,1%
5 pièces et +	29	43	28	11	16	19	34	26	-23,5%	6,4%
Villa	11	7	10	4	4	7	5	5	0,0%	1,2%
Total	439	457	415	224	217	267	345	404	17,1%	100%



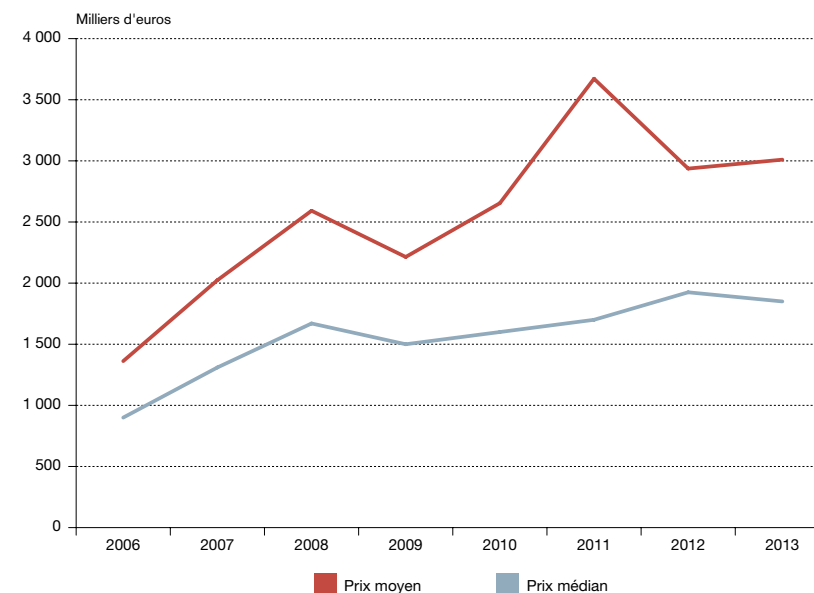
2.6. Marché de l'immobilier

2.6.4. Prix des reventes immobilières

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)

	Montant	Nombre	Prix moyen	Prix médian
2006	597 901	439	1 362	900
2007	925 046	457	2 024	1 310
2008	1 075 725	415	2 592	1 670
2009	495 846	224	2 214	1 500
2010	575 878	217	2 654	1 600
2011	980 541	267	3 672	1 700
2012	1 013 276	345	2 937	1 925
2013	1 216 106	404	3 010	1 850
Période 2006/2013	6 880 319	2 768	2 486	1 475
Évolution 2012/2013	20,0%	17,1%	2,5%	-3,9%
Évolution 2006/2013	103,4%	-8,0%	121,0%	105,6%

Unité : Milliers d'euros



En 2013, le nombre de transactions est inférieur de 8% à celui de 2006, mais le montant total des reventes a progressé de 103,4%.

Après le « pic » du prix moyen dans l'ancien en 2011, dû à des transactions portant sur des « villas et des biens d'exceptions », ce dernier augmente légèrement en 2013. Il reste orienté à la hausse (+121% en 8 ans).

Si le prix moyen d'une transaction en 2013 est de plus de 3M€, 50% des reventes portent sur des biens dont le prix est inférieur à 1,9M€.

Le prix médian baisse en 2013 mais progresse de 105,6% depuis 2006.

2.6. Marché de l'immobilier

2.6.5. Évolution du prix au m²

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)

Cette étude a été réalisée grâce aux données fournies par le Service des Hypothèques concernant les ventes. Cependant, la superficie des biens vendus n'est pas toujours connue : c'est ici le cas pour 663 transactions (sur 2 768) soit près de 24%

L'échantillon connu porte sur 2 105 ventes réalisées entre 2006 et 2013 pour un montant global de 5 235 784 k€ et une surface de 204 330 m².

	Montant total	Montant ⁽¹⁾	Ratio	Superficie totale connue	Prix moyen au m ² ⁽¹⁾
2006	597 901	456 896	76,4	30 904	15
2007	925 046	727 126	78,6	36 236	20
2008	1 075 725	785 639	73,0	27 864	28
2009	495 846	320 592	64,7	13 065	25
2010	575 878	362 811	63,0	12 878	28
2011	980 541	741 074	75,6	23 707	31
2012	1 013 276	807 221	79,7	27 096	30
2013	1 216 106	1 034 426	85,1	32 580	32
Total	6 880 319	5 235 784	76,1	204 330	26

Unité : Milliers d'euros
⁽¹⁾ dont la superficie est connue



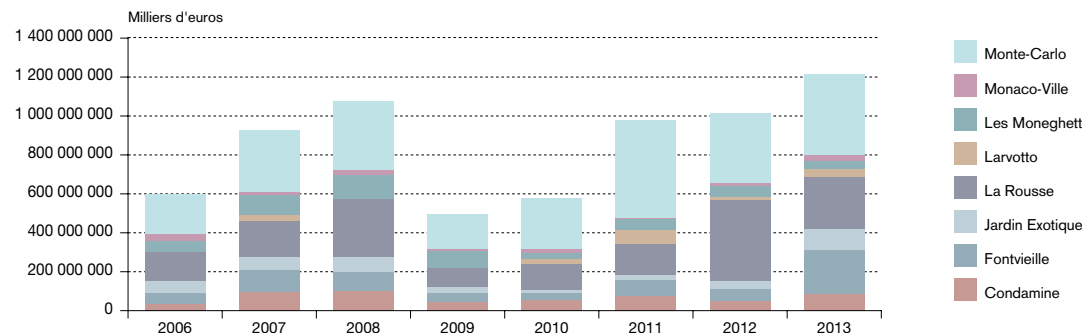
2.6. Marché de l'immobilier

2.6.6. Étude géographique

(Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE)

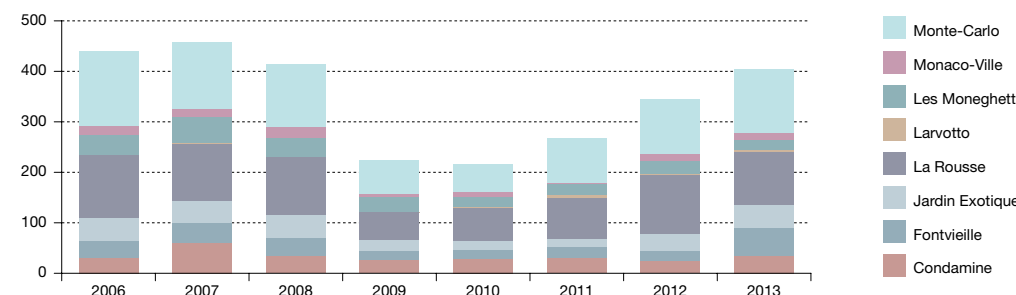
A. Montant des ventes par quartier

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2012/2013	Poids 2013
Condamine	35 191	93 096	98 886	44 944	55 590	72 495	50 722	83 073	63,8%	6,8%
Fontvieille	56 101	116 030	100 431	45 065	32 904	87 280	58 670	228 998	290,3%	18,8%
Jardin Exotique	59 322	63 697	76 038	30 420	16 410	25 670	39 686	107 823	171,7%	8,9%
La Rousse	149 282	189 586	293 666	95 800	135 162	157 503	417 355	263 241	-36,9%	21,6%
Larvotto	-	26 000	-	4 200	20 675	69 300	17 000	46 100	171,2%	3,8%
Les Moneghetti	57 846	103 191	124 480	86 755	33 602	60 612	53 535	40 155	-25,0%	3,3%
Monaco-Ville	33 095	17 315	26 504	7 590	23 630	1 550	20 180	25 823	28,0%	2,1%
Monte-Carlo	207 065	316 131	355 720	181 073	257 905	506 131	356 128	420 893	18,2%	34,6%
Total	597 901	925 046	1 075 725	495 846	575 878	980 541	1 013 276	1 216 106	20,0%	100%



B. Nombre de ventes par quartier

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2012/2013	Poids 2013
Condamine	30	60	33	25	28	29	23	34	47,8%	8,4%
Fontvieille	33	39	36	18	18	23	21	55	161,9%	13,6%
Jardin Exotique	47	43	46	23	17	15	32	45	40,6%	11,1%
La Rousse	123	113	115	54	66	82	117	106	-9,4%	26,2%
Larvotto	-	2	-	1	2	6	3	3	0,0%	0,7%
Les Moneghetti	40	52	38	29	19	21	26	21	-19,2%	5,2%
Monaco-Ville	19	15	21	6	10	2	14	12	-14,3%	3,0%
Monte-Carlo	147	133	126	68	57	89	109	128	17,4%	31,7%
Total	439	457	415	224	217	267	345	404	17,1%	100%

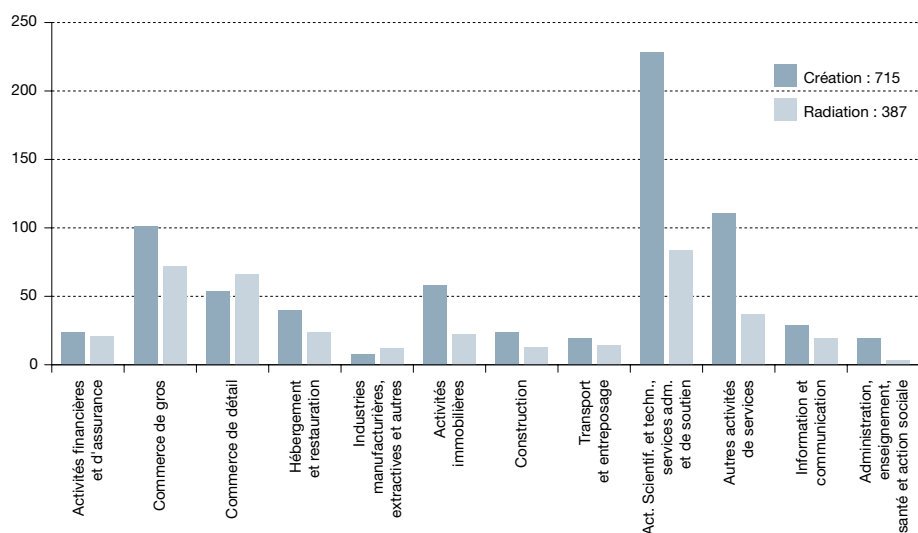


2.7. Répertoire du NIS

Le Répertoire du NIS, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques de la Principauté, notamment à des fins statistiques.

2.7.1. Créations et radiations des activités par GSA

(Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE)



2.7.2. Entités en activité au RCI

Formes Juridiques	2011		2012 ⁽¹⁾		2013	
	Nombre de n° RCI	Nombre d'Établissements	Nombre d'Agents Économiques	Nombre d'Établissements	Nombre d'Agents Économiques	Nombre d'Établissements
Personne Physique	1 529	1 894	1 457	1 663	1 541	1 748
Société Anonyme Monégasque	1 231	1 820	1 168	1 282	1 166	1 281
Société à Responsabilité Limitée	1 034	1 105	1 209	1 232	1 429	1 457
Société en Commandite Simple	233	261	188	197	166	175
Société Étrangère	78	195	77	101	79	101
Société en Nom Collectif	30	36	22	24	21	23
Total	4 135	5 311	4 121	4 499	4 402	4 785

⁽¹⁾ A partir de 2012, afin d'augmenter la pertinence du comptage, la notion d'agent économique et une nouvelle définition de l'établissement ont été introduites, ayant pour conséquence de revoir à la baisse pour certaines formes juridiques le nombre d'établissements en activité au 31 décembre.

Un **agent économique** correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI.

Un **établissement** est une entité qui est rattachée à un agent économique. Un agent économique peut avoir un (au minimum) ou plusieurs établissements.

2.7. Répertoire du NIS

2.7.3. Gouvernance d'entreprises

(Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE)

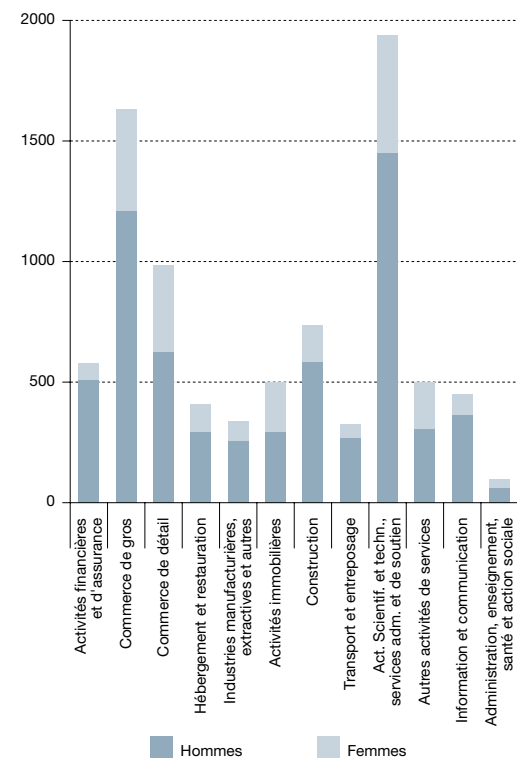
Ces données prennent en compte le nombre de personnes en activité, inscrites au RCI.

Représentation hommes/femmes au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des entreprises.

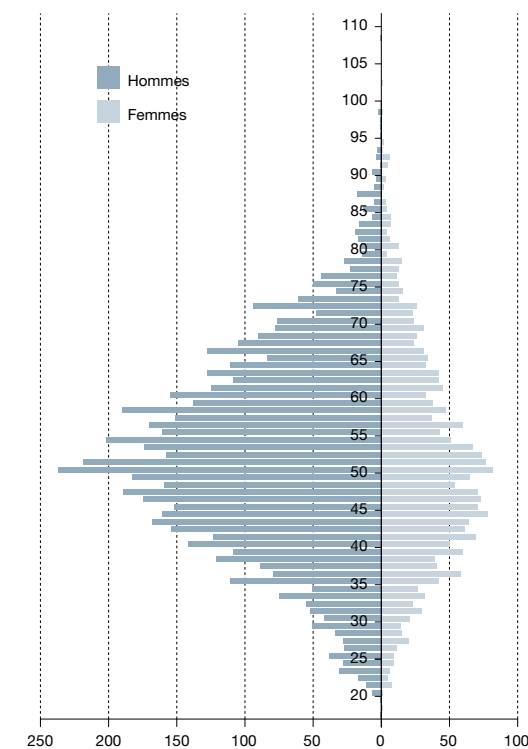
	Ensemble	Hommes	Femmes
Personne Physique	1 617	67,5%	32,5%
Société Anonyme	3 060	79,6%	20,4%
Société à Responsabilité Limitée	3 321	70,2%	29,8%
Société en Commandite Simple	357	68,1%	31,9%
Société Étrangère	99	77,8%	22,2%
Société en Nom Collectif	38	76,3%	23,7%
Total	8 492	73,1%	26,9%

	Ensemble	Hommes	Femmes
Âge moyen ⁽¹⁾	51,7	52,0	50,7
Âge médian ⁽²⁾	51,0	51,0	50,0

Représentation hommes/femmes par GSA



Pyramide des âges



⁽¹⁾ Âge moyen : moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

⁽²⁾ Âge médian : âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

2.8. Tourisme

Sauf mention contraire, les données concernent l'année 2013.

2.8.1. Secteur hôtelier

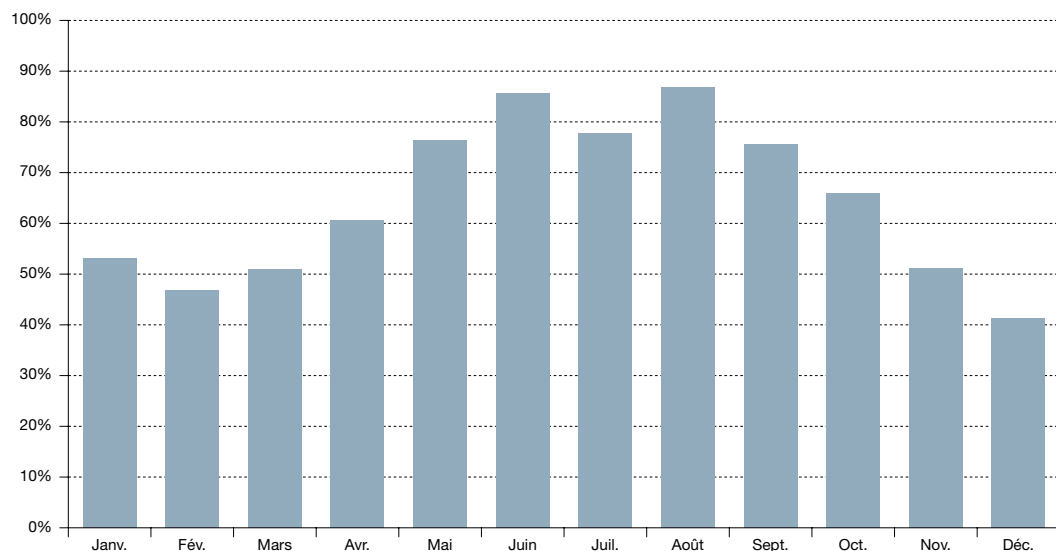
(Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès)

A. Capacité hôtelière

	Nombre d'hôtels	Nombre de lits	Nombre de chambres
2 étoiles	2	80	41
3 étoiles	4	896	445
4 étoiles	4	2 451	1 389
5 étoiles	4	1 215	633
Total	14	4 642	2 508

B. Taux d'occupation selon la catégorie d'hôtels

Taux d'occupation mensuel



2.8. Tourisme

2.8.1. Secteur hôtelier

(Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès)

		2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Tous hôtels
Janvier	Ch. Louées	519	8 208	23 660	8 267	40 654
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 059	18 443	76 568
	Taux d'occupation	40,8%	59,5%	54,9%	44,8%	53,1%
Février	Ch. Louées	367	7 496	16 933	7 549	32 345
	Ch. Hôtels	1 148	12 460	38 892	16 660	69 160
	Taux d'occupation	32,0%	60,2%	43,5%	45,3%	46,8%
Mars	Ch. Louées	572	8 369	21 561	9 061	39 563
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 059	19 445	77 570
	Taux d'occupation	45,0%	60,7%	50,1%	46,6%	51,0%
Avril	Ch. Louées	768	9 285	24 839	10 705	45 597
	Ch. Hôtels	1 230	13 350	41 670	18 990	75 240
	Taux d'occupation	62,4%	69,6%	59,6%	56,4%	60,6%
Mai	Ch. Louées	1 051	11 663	33 057	13 507	59 278
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 059	19 445	77 570
	Taux d'occupation	82,7%	84,5%	76,8%	69,5%	76,4%
Juin	Ch. Louées	940	11 871	36 329	15 336	64 476
	Ch. Hôtels	1 230	13 350	41 670	18 990	75 240
	Taux d'occupation	76,4%	88,9%	87,2%	80,8%	85,7%
Juillet	Ch. Louées	989	12 695	33 107	13 685	60 476
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 059	19 623	77 748
	Taux d'occupation	77,8%	92,0%	76,9%	69,7%	77,8%
Août	Ch. Louées	1 102	12 852	36 882	16 696	67 532
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 059	19 623	77 748
	Taux d'occupation	86,7%	93,2%	85,7%	85,1%	86,9%
Septembre	Ch. Louées	996	11 666	30 794	13 375	56 831
	Ch. Hôtels	1 230	13 350	41 670	18 990	75 240
	Taux d'occupation	81,0%	87,4%	73,9%	70,4%	75,5%
Octobre	Ch. Louées	818	10 077	28 018	12 235	51 148
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 062	19 463	77 591
	Taux d'occupation	64,4%	73,0%	65,1%	62,9%	65,9%
Novembre	Ch. Louées	663	7 801	21 195	8 240	37 899
	Ch. Hôtels	1 230	13 350	41 670	17 790	74 040
	Taux d'occupation	53,9%	58,4%	50,9%	46,3%	51,2%
Décembre	Ch. Louées	397	7 302	16 074	7 858	31 631
	Ch. Hôtels	1 271	13 795	43 062	18 383	76 511
	Taux d'occupation	31,2%	52,9%	37,3%	42,7%	41,3%
Cumul	Ch. Louées	9 182	119 285	322 449	136 514	587 430
	Ch. Hôtels	14 965	162 425	506 991	225 845	910 226
	Taux d'occupation	61,4%	73,4%	63,6%	60,4%	64,5%

2.8. Tourisme

2.8.1. Secteur hôtelier

(Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès)

C. Nuitées chambre ⁽¹⁾

	2011	2012	2013
Janvier	33 711	31 735	40 654
Février	27 990	28 847	32 345
Mars	40 465	36 709	39 563
Avril	41 458	50 018	45 597
Mai	49 606	54 756	59 278
Juin	55 613	58 067	64 476
Juillet	59 162	59 467	60 476
Août	58 643	62 506	67 532
Septembre	55 791	56 096	56 831
Octobre	46 403	50 225	51 148
Novembre	30 801	34 974	37 899
Décembre	26 612	26 978	31 631
Total	526 254	550 377	587 430

⁽¹⁾ nuitée chambre : c'est le nombre de chambre louée par nuit quelque soit le nombre de personnes.

D. Nuitées chambre selon la catégorie d'hôtels

	2011	2012	2013
2 étoiles	n.d.	n.d.	9 182
3 étoiles	98 172	102 058	119 285
4 étoiles	303 876	313 319	322 449
5 étoiles	124 206	135 000	136 514
Total	526 254	550 377	587 430

n.d. : résultats non disponibles

2.8. Tourisme

2.8.2. Tourisme d'affaires

(Source : Direction du Tourisme et des Congrès)

A. Nombre de manifestations et de participants

	Nombre de congrès et de réunions	Participants
2004	389	58 521
2005	454	66 556
2006	693	69 389
2007	635	76 667
2008	667	72 748
2009	495	51 574
2010	564	59 246
2011	578	60 035
2012	714	57 486
2013	551	n.d.

n.d. : résultats non disponibles.

	Nombre de congrès et de réunions	Participants	Nuitées chambre	% nuitées chambre congrès par rapport aux nuitées chambre totales	Durée moyenne du séjour
2012	714	57 486	160 658	29,2%	2,79
2013	551	n.d.	160 791	27,4%	n.d.

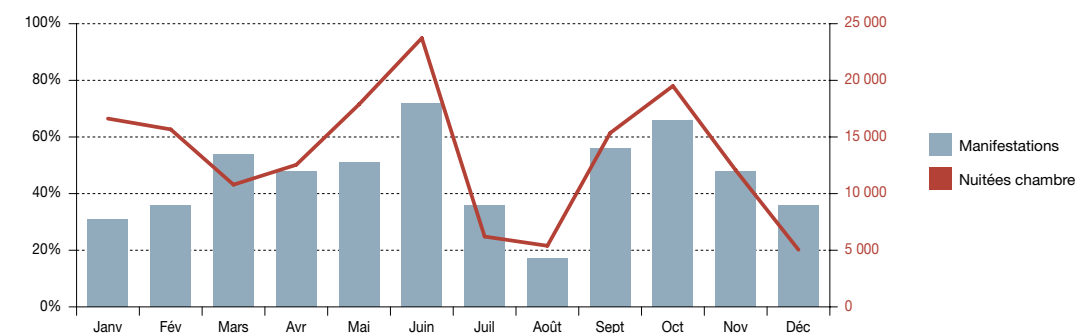
n.d. : résultats non disponibles.

B. Nombre de manifestations et de nuitées chambre

(Sources : Grimaldi Forum, Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès)

Manifestations	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2009	49	30	50	44	45	48	24	14	52	70	47	22	495
2010	46	33	44	59	62	79	31	11	56	69	45	29	564
2011	39	32	45	58	65	85	35	19	69	60	46	25	578
2012	55	49	44	67	80	91	47	38	81	77	53	32	714
2013	31	36	54	48	51	72	36	17	56	66	48	36	551

Nuitées chambres	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
2012	9 842	10 582	14 950	13 823	20 334	17 821	8 880	6 349	20 848	20 950	13 842	2 437	160 658
2013	16 622	15 669	10 788	12 544	17 876	23 730	6 209	5 392	15 349	19 503	12 064	5 045	160 791



2.8. Tourisme

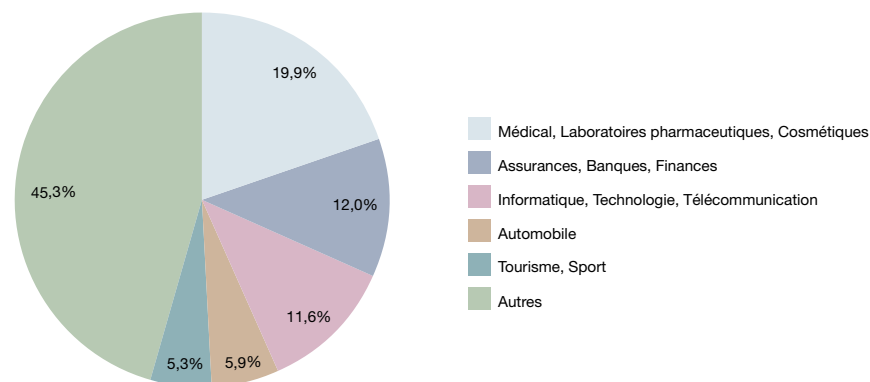
2.8.2. Tourisme d'affaires

(Sources : Grimaldi Forum, Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès)

C. Nombre de nuitées chambre selon le secteur d'activité

	Nuitées chambre	Poids
Médical, Laboratoires pharmaceutiques, Cosmétiques	32 074	19,9%
Assurances, Banques, Finances	19 217	12,0%
Informatique, Technologie, Télécommunication	18 706	11,6%
Automobile	9 461	5,9%
Tourisme, Sport	8 519	5,3%
<i>Sous-total</i>	<i>87 977</i>	<i>54,7%</i>
Autres	72 814	45,3%
Total	160 791	100%

Secteur d'activités



2.8. Tourisme

2.8.3. Croisières

(Source : Direction du Tourisme et des Congrès)

A. Nombre de passagers et d'escales selon la catégorie du navire

	Contemporain		Luxe		Premium		Total passagers	Total escales
	Nb passagers	Nb d'escales	Nb passagers	Nb d'escales	Nb passagers	Nb d'escales		
Janvier	0	0	0	0	0	0	0	0
Février	0	0	0	0	0	0	0	0
Mars	0	0	259	1	5 503	2	5 762	3
Avril	2 123	2	7 166	14	12 137	8	21 426	24
Mai	0	0	5 780	16	19 862	11	25 642	27
Juin	0	0	13 347	20	31 351	14	44 698	34
Juillet	0	0	2 352	8	24 408	14	26 760	22
Août	879	1	8 213	20	21 001	9	30 093	30
Septembre	0	0	8 740	10	18 999	10	27 739	20
Octobre	1 035	2	8 119	16	34 529	19	43 683	37
Novembre	1 376	1	3 812	6	2 929	3	8 117	10
Décembre	1 869	2	3 837	2	5 681	3	11 387	7
Total	7 282	8	61 625	113	176 400	93	245 307	214

B. Nombre de croisiéristes selon la nationalité

	2009	2010	2011	2012	2013
USA et Canada	97 534	115 773	135 984	99 625	88 082
Amériques du Sud et Centrale	3 656	8 358	8 351	6 814	4 844
UE	117 257	170 802	111 161	98 240	122 325
Europe hors UE	5 305	11 189	8 355	7 320	8 420
Afrique, Asie et Océanie	12 152	15 698	21 063	20 712	21 636
Total	235 904	321 820	284 914	232 711	245 307

2.8. Tourisme

2.8.4. Classement des restaurants

(Source : Direction de l'Expansion Économique)

Les restaurants de la Principauté sont classés dans l'une des catégories indiquées dans le tableau ci-dessous, exprimées par un nombre de losanges, et tenant compte, exclusivement, des critères suivants : niveau de confort de l'établissement, qualification du personnel, maintenance en parfait état des installations techniques, du matériel de cuisine et du mobilier des salles et terrasses.

Catégories	Nombre de restaurants
1 Losange	12
2 Losanges	41
3 losanges	27
4 Losanges	15
5 Losanges	11
5 Losanges Luxe	6
Total	112

2.8.5. Structures d'accueil

(Sources : Direction des Affaires Culturelles, Grimaldi Forum, Monte-Carlo Festivals, Salle du Canton, S.B.M.)

Établissements	Capacités d'accueil maximales (en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Esplanade	n.d.	1 825
Hall - Verrière	n.d.	1 585
Salles de Réunions - Auditoriums	3 005	1 605
Salles de Commissions	1 911	2 536
Espaces d'exposition	n.d.	11 116
Espaces de restauration	1 000	1 180
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	2 530	4 000
Centre de Rencontres Internationales (CRI) - Foyer	300	120
Espace Léo Ferré	1 900	1 400
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) ⁽²⁾	1 650	1 563
Sporting d'Hiver ⁽³⁾	1 250	1 277
Technopôle	70	190

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres événements.

Outre le Technopôle, la Principauté dispose de deux autres centres d'affaires : le Centre d'Affaires Tourisme Spectacles et le Monaco Business Center.

n.d. : non disponible.

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, La Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

⁽²⁾ Le Sporting Monte-Carlo dispose de deux salles : la Salle des Etoiles et la Salle des Palmiers.

⁽³⁾ Le Sporting d'Hiver dispose de cinq salles de réunions. Le Salon Bellevue, situé au 1^{er} étage du Café de Paris, offre la possibilité de se restaurer.

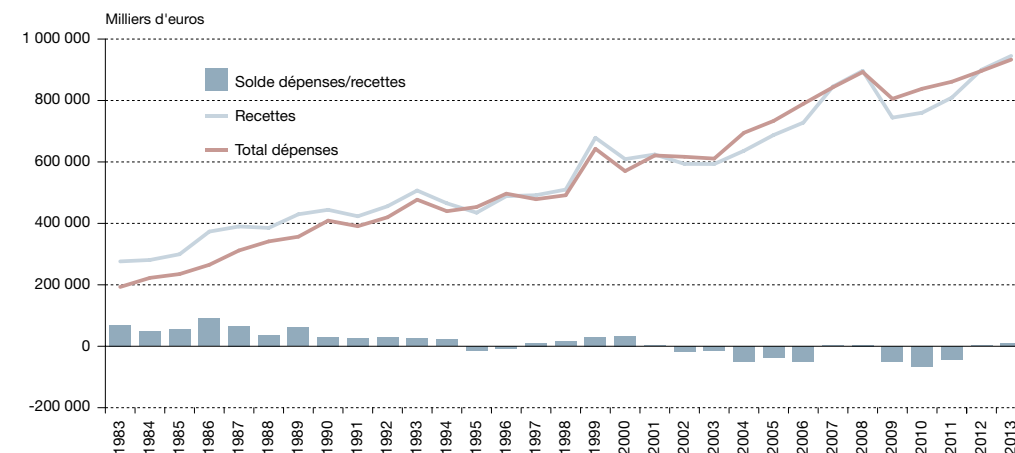
2.9. Finances publiques

2.9.1. Budget de l'État

(Source : Direction du Budget et du Trésor)

	Recettes	Dépenses ordinaires	Dépenses équipement	Total dépenses	Solde dépenses/recettes
1983	276 222	124 143	68 953	193 095	83 126
1984	280 847	136 565	86 026	222 591	58 256
1985	299 530	155 250	79 788	235 038	64 492
1986	373 308	174 521	90 611	265 132	108 176
1987	389 905	187 937	123 845	311 782	78 123
1988	385 287	206 467	134 896	341 362	43 925
1989	429 639	219 583	137 015	356 597	73 042
1990	444 189	238 673	170 291	408 965	35 225
1991	423 150	264 333	126 506	390 839	32 311
1992	455 752	277 590	142 265	419 854	35 898
1993	506 910	313 179	163 921	477 100	29 810
1994	465 337	317 593	122 054	439 647	25 690
1995	434 739	343 874	109 423	453 297	-18 558
1996	488 646	376 159	120 578	496 737	-8 091
1997	491 748	373 497	105 170	478 668	13 081
1998	510 049	348 235	143 376	491 611	18 439
1999	678 701	378 664	264 183	642 847	35 854
2000	609 223	402 495	167 668	570 162	39 061
2001	624 255	408 830	212 211	621 042	3 213
2002	593 567	425 365	191 380	616 745	-23 178
2003	593 216	441 089	169 785	610 873	-17 657
2004	636 183	467 187	227 653	694 840	-58 657
2005	687 582	490 455	243 073	733 528	-45 946
2006	727 936	519 256	269 876	789 132	-61 196
2007	845 601	548 511	294 609	843 120	2 481
2008	896 672	572 471	320 167	892 638	4 034
2009	744 210	613 439	192 092	805 531	-61 321
2010	760 146	636 056	202 150	838 206	-78 060
2011	809 329	654 514	206 599	861 113	-51 784
2012	900 150	662 702	233 699	896 401	3 748
2013	945 145	664 286	268 764	933 049	12 096

Unité : Milliers d'euros.



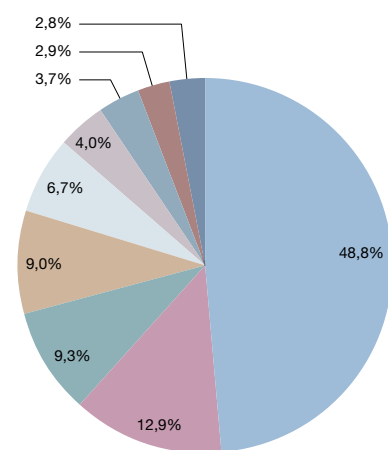
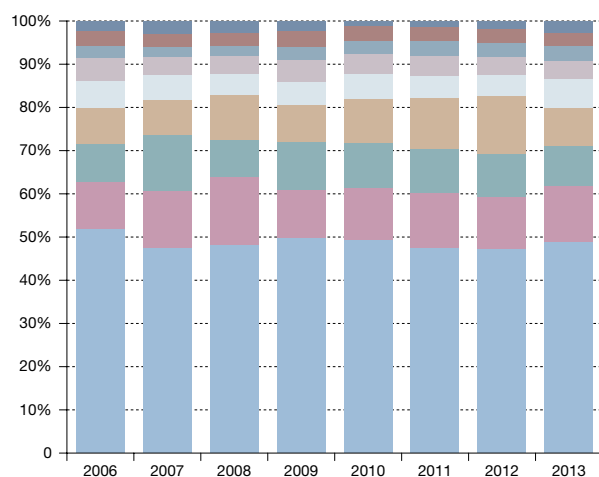
2.9. Finances publiques

2.9.2. Recettes de l'État

(Source : Direction du Budget et du Trésor)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Transactions commerciales (TVA)	377 178	401 088	431 570	369 892	373 914	383 144	424 555	460 960
Transactions juridiques	79 322	111 957	141 321	83 101	92 442	104 800	108 113	122 083
Domaine immobilier	63 409	108 870	76 249	82 206	77 559	80 910	91 021	87 747
Bénéfices commerciaux	62 273	69 292	93 601	63 241	79 151	95 452	120 000	84 704
Monopoles concédés	44 745	47 771	43 645	40 971	42 392	41 375	42 616	62 884
Monopoles exploités par l'État	37 747	36 333	36 572	36 804	36 620	38 055	38 974	37 984
Autres recettes	20 336	18 458	21 915	22 472	21 916	27 081	28 319	34 797
Droits de douane	26 764	26 099	26 841	28 225	27 043	27 621	29 440	27 420
Domaine financier	16 161	25 734	24 959	17 297	9 108	10 891	17 111	26 568
Total	727 936	845 601	896 672	744 210	760 146	809 329	900 150	945 145

Unité : Milliers d'euros.



- Transactions commerciales** : la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Transactions juridiques** : les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances ;
- Domaine immobilier** : l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics ;
- Bénéfices commerciaux** : l'impôt sur les bénéfices ;
- Monopoles concédés** : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;
- Monopoles exploités** : les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des émissions de timbres-poste, des Postes-télégraphes ;
- Droits de douane** : les droits de douane ;
- Autres recettes** : les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation ;
- Domaine financier** : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires.

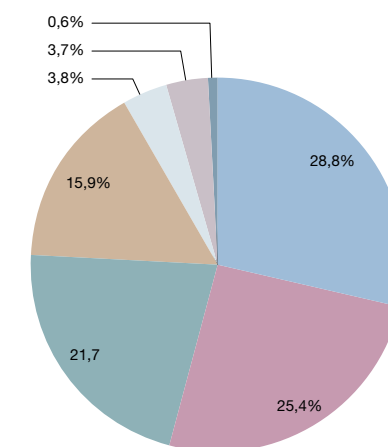
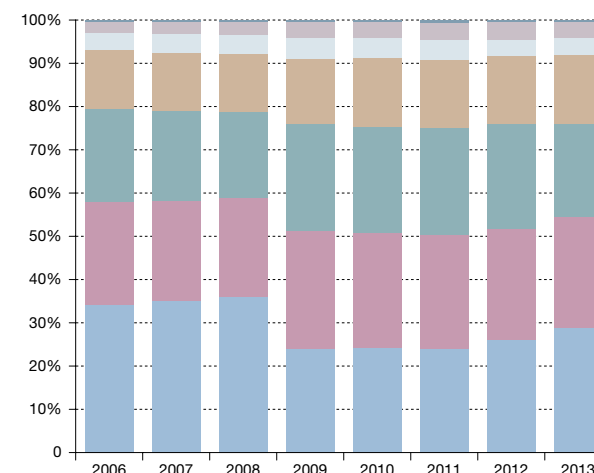
2.9. Finances publiques

2.9.3. Dépenses de l'État

(Source : Direction du Budget et du Trésor)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Budgets d'équipements et d'investissements	269 576	294 609	320 167	192 092	202 150	206 599	233 699	268 764
Moyens de services	187 574	195 779	205 253	220 020	221 987	225 775	229 881	237 297
Interventions publiques	169 316	174 420	176 736	199 374	205 593	212 707	215 639	202 436
Dépenses communes	106 418	113 822	119 501	121 247	135 241	136 705	141 619	148 805
Dépenses de Souveraineté	31 142	36 168	39 491	39 211	37 921	38 794	35 102	35 748
Services publics	21 243	24 770	27 270	28 993	30 856	35 396	35 432	34 751
Assemblée et Corps constitués	3 564	3 553	4 220	4 594	4 459	5 137	5 030	5 248
Total	788 832	843 120	892 638	805 531	838 206	861 113	896 401	933 049

Unité : Milliers d'euros.



- Budgets d'équipements et d'investissements** : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;
- Moyens de services** : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;
- Interventions publiques** : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans le domaine international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;
- Dépenses communes** : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;
- Dépenses de Souveraineté** : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;
- Services publics** : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et d'incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;
- Assemblée et Corps constitués** : dépenses relatives au Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes.

2.9. Finances publiques

2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel

(Source : Direction du Budget et du Trésor)

- Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC) est la réserve, le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier.
- Les produits sont constitués, d'après la Constitution, de l'excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporés au FRC les plus-values résultant de la réalisation d'actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers ⁽¹⁾.
- Les dépenses comprennent, d'après la Constitution, l'excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens ⁽¹⁾.
- A fin décembre 2013, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel se situe à environ 4,4 Mds€. Il comporte :
 - une réserve d'or de l'ordre de 159 M€ ;
 - une partie « disponible » (liquide) de 2 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
 - une partie « illiquide » de 2,2 Mds€. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,77 Mds€). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en augmentation sur l'exercice (+9,4%) en raison de leur réévaluation ;

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers. Les bâtiments à usage strictement public ne sont pas détenus par le FRC, car ils ne sont pas productifs de revenus, ni en général susceptibles d'être aliénés.

⁽¹⁾ Ordonnance Souveraine n°3.981 du 29/02/1968 concernant le fond de réserve constitutionnel.

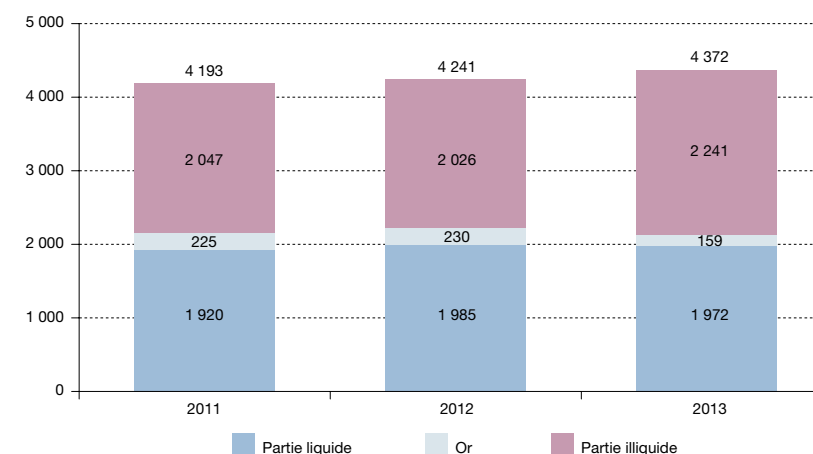
2.9. Finances publiques

2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel

(Source : Direction du Budget et du Trésor)

- la partie « illiquide » comporte aussi les participations de l'État dans des sociétés, notamment les actions non inaliénables de la Société des Bains de Mer (36% environ du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'État, comme les concessionnaires ⁽¹⁾. Cette partie est de l'ordre de 321 M€. La participation de l'État dans Monaco Télécom (45%) et les actions inaliénables de la Société des Bains de Mer (33% du capital) relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.
- Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l'État.
- L'évolution de la répartition de l'actif du fonds entre 2011 et 2013 se présente comme suit :

Évolution de l'Actif du FRC entre 2011 et 2013



⁽¹⁾ SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc.

2.9. Finances publiques

2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement

(Sources : Département des Relations Extérieures, Direction de la Coopération Internationale)

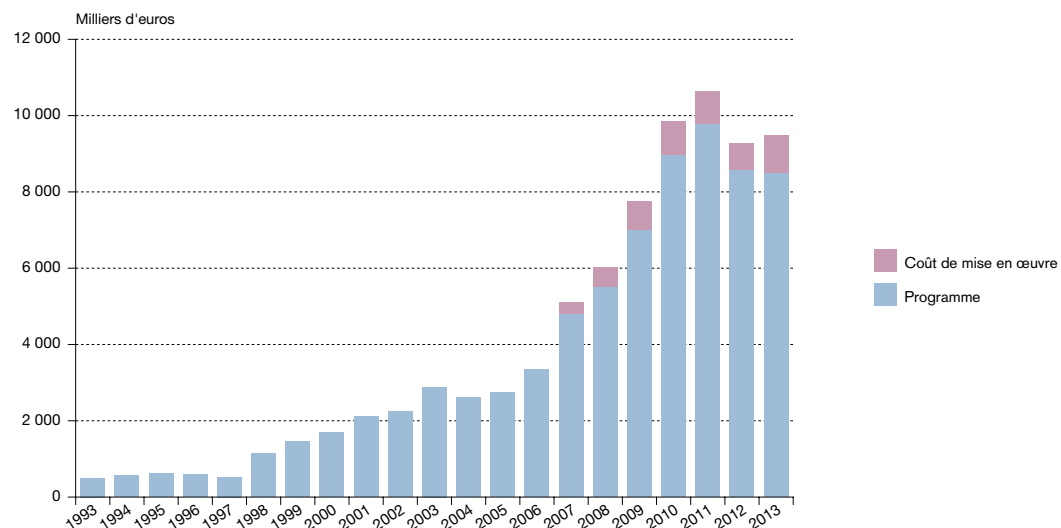
Programme ⁽¹⁾	Coût de mise en œuvre ⁽²⁾	Total	
1993	501	non estimé	501
1994	573	non estimé	573
1995	622	non estimé	622
1996	600	non estimé	600
1997	527	non estimé	527
1998	1 150	non estimé	1 150
1999	1 466	non estimé	1 466
2000	1 688	non estimé	1 688
2001	2 109	non estimé	2 109
2002	2 240	non estimé	2 240
2003	2 887	non estimé	2 887
2004	2 601	non estimé	2 601
2005	2 748	non estimé	2 748
2006	3 355	non estimé	3 355
2007	4 797	315	5 112
2008	5 492	547	6 039
2009	6 989	774	7 763
2010	8 964	885	9 849
2011	9 761	887	10 648
2012	8 559	725	9 284
2013	8 480	997	9 477

Unité : Milliers d'euros.

⁽¹⁾ L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année.

⁽²⁾ Les coûts de mise en œuvre correspondent aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale, aux frais de la structure, aux frais de missions, ...

Évolution de l'APD de Monaco



2.9. Finances publiques

2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement

(Source : Direction de la Coopération Internationale)

Répartition de l'APD par canaux d'intervention

	2009	2010	2011	2012	2013
Coopération bilatérale	4 421	6 119	7 000	4 265	4 169
Coopération multilatérale	1 672	1 615	1 005	3 025	2 977
Aide Humanitaire d'Urgence	395	642	1 010	550	540
ONG monégasques	501	588	755	719	795
Total hors coûts de mise en œuvre	6 989	8 964	9 761	8 559	8 480

Unité : Milliers d'euros.

Avant 2011 : les financements comptabilisés au titre de la Coopération bilatérale comprennent également les projets «multi-bilatéraux», projets soutenus dans un pays partenaire de la Coopération Monégasque en partenariat avec une organisation internationale.

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

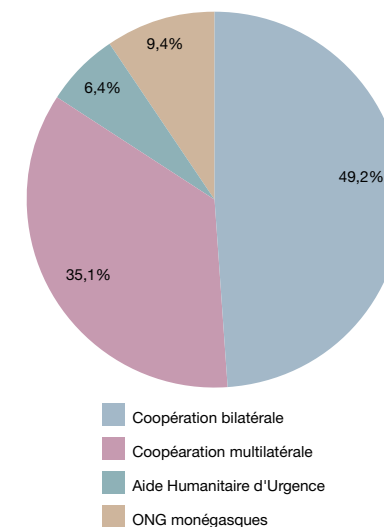
Coopération bilatérale : partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention.

Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'ONUSIDA, l'UNESCO etc.

Aide Humanitaire d'Urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

Le partenariat avec les ONG monégasques : co-financement de projets et renforcement des compétences. Un soutien est également apporté à deux collectifs : Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine) et Monaco Collectif Haïti (construction de l'école Prince Albert II à Port-au-Prince).

Répartition de l'APD par canaux d'intervention



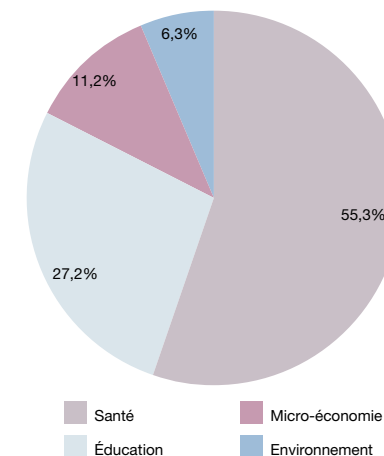
Détail de l'APD par domaines d'intervention prioritaires

Domaine d'intervention	2009	2010	2011	2012	2013
Santé	2 403	3 018	2 867	3 015	3 220
Éducation	766	968	1 813	1 912	1 581
Micro-économie	318	559	713	657	650
Environnement	707	1 046	1 186	653	367
Total	4 194	5 591	6 578	6 238	5 819

Unité : Milliers d'euros.

Les données présentées ne comprennent pas les domaines d'intervention ponctuels (culture, sécurité civile, ...).

Détail de l'APD par domaines d'intervention prioritaires



2.9. Finances publiques

2.9.6. Monopoles exploités par l'État

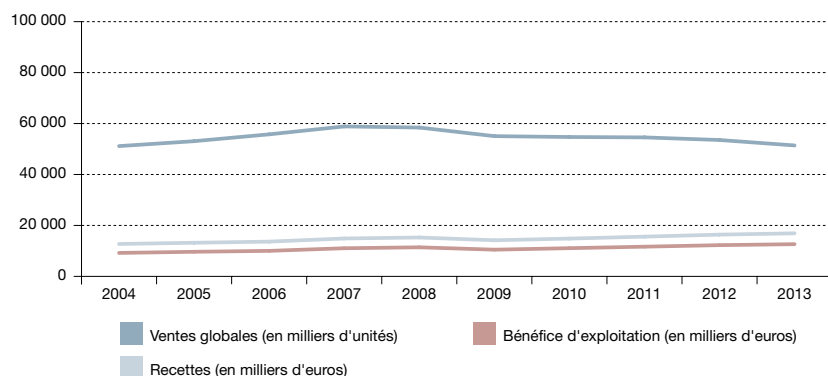
(Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco)

A. Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes

Résultats budgétaires

	Recettes Euro	Unités vendues Milliers d'unité	Bénéfice Euro	Poids
2004	12 717 460	51 148	9 205 829	72,4%
2005	13 199 055	53 070	9 655 526	73,2%
2006	13 647 532	55 763	10 016 208	73,4%
2007	14 874 838	58 866	11 047 087	74,3%
2008	15 262 997	58 426	11 414 850	74,8%
2009	14 168 889	55 051	10 482 362	74,0%
2010	14 835 347	54 712	11 069 825	74,6%
2011	15 597 577	54 564	11 658 795	74,7%
2012	16 394 169	53 535	12 261 879	74,8%
2013	16 899 551	51 404	12 640 288	74,8%

Comparatif des recettes budgétaires et des ventes sur 10 ans



Vente de tabacs en 2013 (marché intérieur)

Types Principaux	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	48 528	94,4%	15 889	85,9%
Cigares	155	0,3%	1 726	9,3%
Cigarillos	1 173	2,3%	557	3,0%
Tabacs à rouler	1 336	2,6%	299	1,6%
Tabacs à pipe	107	0,2%	21	0,1%
Tabacs à narguilé	105	0,2%	15	0,1%
Total	51 404	100,0%	18 507	100%

Unité : Milliers.

Par rapport à 2012, les ventes de tabacs ont augmenté en valeur de 3,1 % et baissé en volume de 4,0 %.

2.9. Finances publiques

2.9.6. Monopoles exploités par l'État

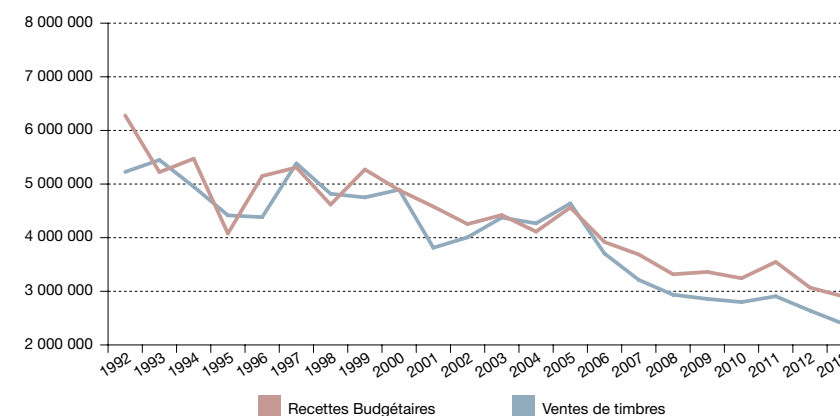
(Source : Office des Émissions de Timbres-Poste)

B. Office des Émissions de Timbres-Poste

Comparatif des recettes budgétaires

	Valeur Émission	Recettes Budgétaires	Ventes de timbres
1992	44,77	6 279 642	5 226 229
1993	48,77	5 222 395	5 448 631
1994	45,43	5 472 486	4 951 326
1995	46,31	4 078 311	4 416 681
1996	43,39	5 149 182	4 382 451
1997	47,76	5 309 080	5 383 898
1998	48,88	4 616 389	4 818 323
1999	48,01	5 271 197	4 750 810
2000	46,02	4 887 625	4 894 906
2001	52,37	4 579 559	3 812 108
2002	48,03	4 254 113	4 006 205
2003	53,99	4 422 025	4 375 480
2004	49,08	4 112 848	4 267 049
2005	58,30	4 562 556	4 639 357
2006	53,02	3 918 893	3 703 926
2007	55,76	3 686 834	3 212 570
2008	54,55	3 317 716	2 935 421
2009	55,89	3 361 106	2 858 226
2010	56,12	3 243 211	2 799 330
2011	58,97	3 548 141	2 907 258
2012	59,68	3 068 787	2 639 610
2013	60,17	2 899 841	2 388 815

Résultats budgétaires



C. Autres monopoles

Voir chapitre 3.8. Transports et parkings.

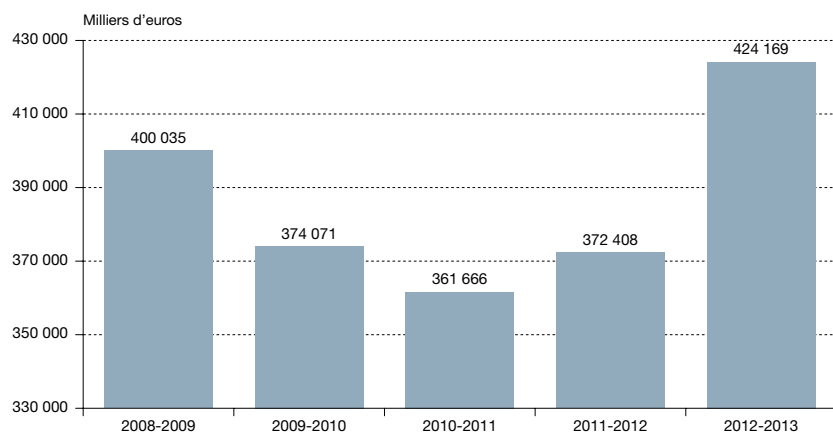
2.9. Finances publiques

2.9.7. Monopoles concédés par l'État

(Source : S.A. Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco)

A. Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

CA (en milliers d'euros)



Total jeux 2012-2013 : 176,1 millions d'euros (42% du chiffre d'affaires total)

Montant total des travaux et acquisitions d'immobilisations (hors investissements financiers)

59,7 millions d'euros

Effectif au 31 mars	2009	2010	2011	2012	2013
Cadres	516	523	549	558	607
Agents de maîtrise	179	183	185	181	989
Employés	2 926	2 798	2 903	2 940	2 448
Total Agents	3 621	3 504	3 637	3 679	4 044

B. Autres monopoles

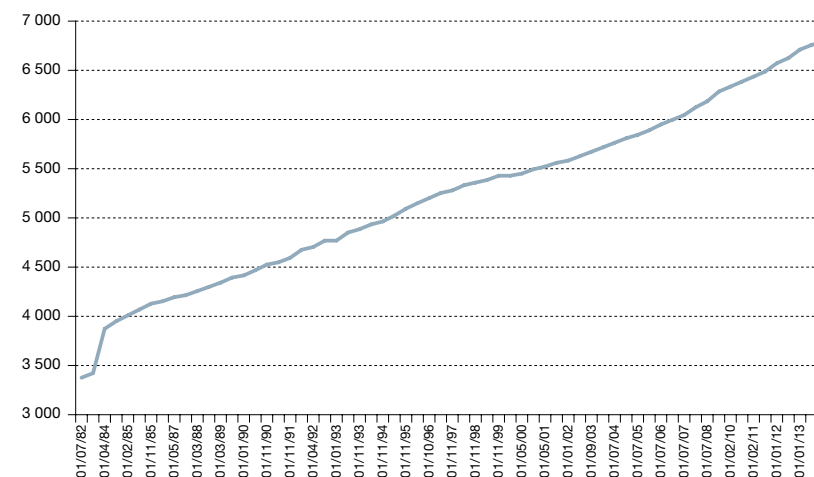
Voir chapitres 3.8. Transports et parkings, 3.9. Communications et 3.10. Energie.

2.9. Finances publiques

2.9.8 . Évolution des traitements de la Fonction Publique

(Source : Direction du Budget et Trésor)

	% d'évolution	Majoré 100 en Euros	Observations
01/07/82	-	3 376,14	
01/01/92	-	4 676,53	
01/01/02	-	5 582,37	
01/11/02	0,80%	5 627,03	
01/09/03	0,80%	5 672,05	
01/01/04	0,80%	5 717,43	
01/07/04	0,80%	5 763,17	
01/01/05	0,80%	5 809,28	
01/07/05	0,60%	5 844,14	Plus 1 point réel
01/01/06	0,80%	5 890,89	
01/07/06	1,00%	5 949,80	
01/01/07	0,80%	5 997,40	
01/07/07	0,80%	6 045,38	
01/01/08	1,30%	6 123,97	I.P.B.I. augmentée de 6 points
01/07/08	1,00%	6 185,21	+ 2 points de l'indice 330 à 500 inclus (CG du 13 mars 2008 effet financier 01/01/2008)
01/01/09	1,60%	6 284,17	+ 3 points jusqu'à l'indice 329 et 1 point de l'indice 330 à 500
01/01/10	0,80%	6 334,44	
01/07/10	0,80%	6 385,12	
01/01/11	0,80%	6 436,20	
01/07/11	0,80%	6 487,69	
01/01/12	1,30%	6 572,03	
01/07/12	0,80%	6 624,61	
01/01/13	1,30%	6 710,73	
01/07/13	0,70%	6 757,71	
01/01/14	0,50%	6 791,50	



2.10. Commerce extérieur

2.10.1. Échanges commerciaux

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)

Les données chiffrées du Commerce Extérieur sont transmises à l'IMSEE par la Direction Générale des Douanes (françaises) et Droits Indirects. Ces montants sont provisoires. En effet, les chiffres sont réactualisés (enrichis) mensuellement. De très fortes variations sont observées chaque trimestre en raison de l'arrivée tardive de certaines déclarations. De nombreux enrichissements sont encore à venir. Ces données et ces commentaires sont donc à considérer avec précaution.

Les montants, sauf mention contraire, sont présentés en milliers d'euros.

Après le repli enregistré en 2012 (-11%), la hausse du volume global des échanges observée depuis le début de l'année 2013 s'est confirmée au 4^{ème} trimestre pour atteindre +41% en cumulé par rapport à 2012.

La croissance, beaucoup plus marquée des exportations (+49,1%) que des importations (+33,5%), rend positif le solde de la balance commerciale (+21,7 M€ contre -65,2 M€ en 2012) pour la première fois depuis 2009.

Les livraisons vers l'Union Européenne sont en progression (+36,6%) et représentent plus de 48% des ventes.

Les acquisitions ont augmenté de +36%. L'Union Européenne demeure le 1^{er} fournisseur de la Principauté avec près de 60% des échanges.

Hors Europe, la Chine reste le premier fournisseur.

Le secteur de la Fabrication d'autres produits industriels représente 60% des achats (+31%) et 53% des ventes (+56%). Les importations de ce secteur proviennent à 59% de l'Union Européenne et les exportations sont pour 59% à destination de pays hors Union Européenne.

Les échanges avec la zone Europe progressent fortement : +43,3% pour les importations et +58,8% pour les exportations. Ils représentent 70,6% des échanges.

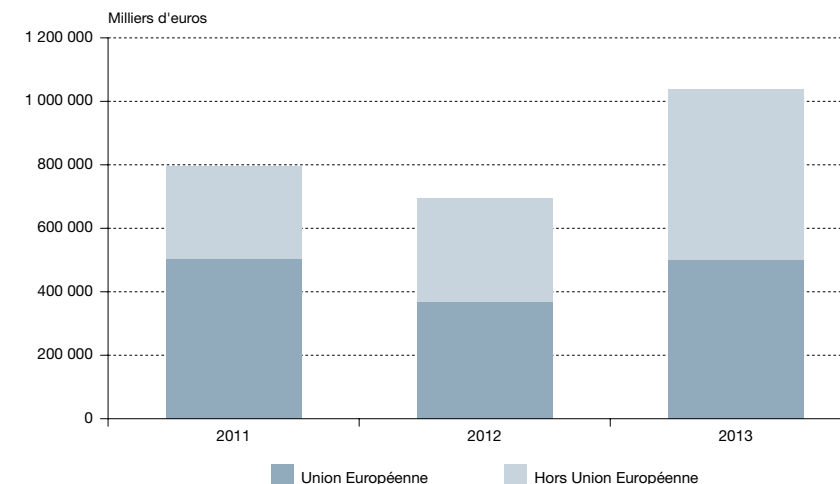
2.10. Commerce extérieur

2.10.1. Échanges commerciaux

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)

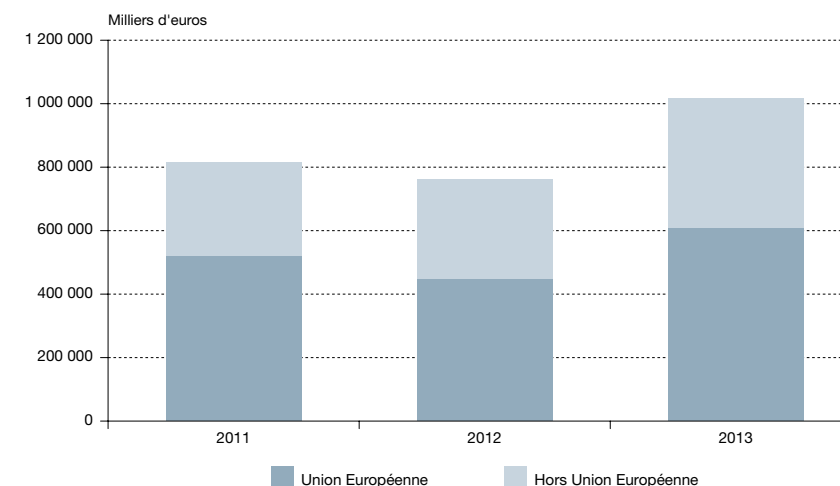
A. Exportations et livraisons ⁽¹⁾

	2011	2012	2013
Total export en milliers d'euros	794 719	695 657	1 037 058
% d'échanges UE	63,1%	52,6%	48,2%



B. Importations et acquisitions ⁽¹⁾

	2011	2012	2013
Total import en milliers d'euros	816 085	760 867	1 015 403
% d'échanges UE	63,4%	58,7%	59,8%



⁽¹⁾ Hors France.

2.10. Commerce extérieur

2.10.2. Échanges commerciaux par types de produits

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)

Code	Export	2012	Poids	2013	Poids	Évolution
C5	Fabrication d'autres produits industriels	347 863	50,0%	544 170	52,5%	↗
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	103 078	14,8%	183 044	17,7%	↗
C4	Fabrication de matériels de transport	87 171	12,5%	148 674	14,3%	↗
C1	Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	113 703	16,3%	110 433	10,6%	↘
RU	Autres activités de services	6 592	0,9%	18 754	1,8%	↗
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	15 789	2,3%	15 348	1,5%	↘
JZ	Information et communication	7 764	1,1%	7 910	0,8%	↗
C2	Cokéfaction et raffinage	4 870	0,7%	4 773	0,5%	↘
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	8 827	1,3%	3 948	0,4%	↘
MN	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	0	0,0%	3	0,0%	↗
Total		695 657	100%	1 037 058	100%	↗

Unité : Milliers d'euros.

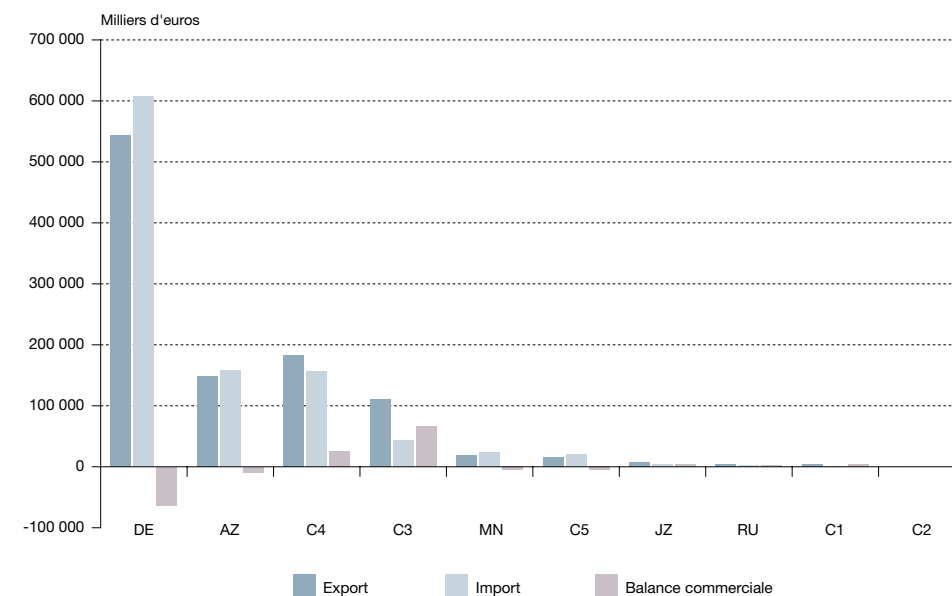
2.10. Commerce extérieur

2.10.2. Échanges commerciaux par types de produits

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)

Code	Import	2012	Poids	2013	Poids	Évolution
C5	Fabrication d'autres produits industriels	464 044	61,0%	607 746	59,9%	↗
C4	Fabrication de matériels de transport	87 403	11,5%	157 591	15,5%	↗
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	116 890	15,4%	157 021	15,5%	↗
C1	Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	49 432	6,5%	43 325	4,3%	↘
RU	Autres activités de services	13 359	1,8%	23 704	2,3%	↗
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	23 073	3,0%	20 628	2,0%	↘
JZ	Information et communication	4 976	0,7%	3 593	0,4%	↘
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1 481	0,2%	1 685	0,2%	↗
C2	Cokéfaction et raffinage	167	0,0%	108	0,0%	↘
MN	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	40	0,0%	3	0,0%	↘
Total		760 867	100%	1 015 403	100%	↗

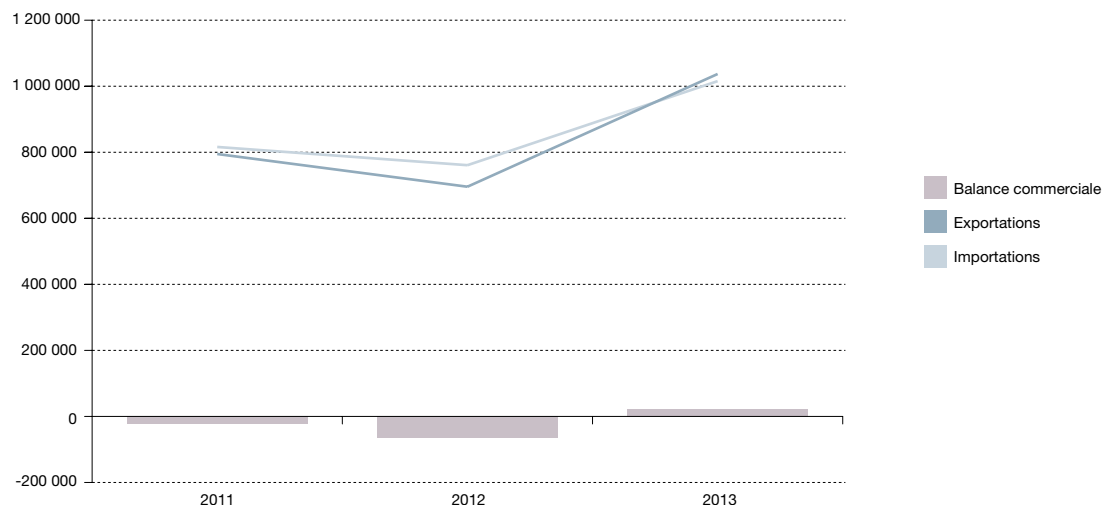
Unité : Milliers d'euros.



2.10. Commerce extérieur

2.10.3. Balance commerciale

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)



Balance commerciale 2011

	Exportations	Importations	Balance	Taux de Couverture
Total	794 719	816 085	-21 366	97,4%
UE ⁽¹⁾	579 097	568 292	10 805	101,9%
Hors UE	215 622	247 793	-32 171	87,0%

Balance commerciale 2012

	Exportations	Importations	Balance	Taux de Couverture
Total	695 657	760 867	-65 210	91,4%
UE ⁽¹⁾	429 459	534 560	-105 101	80,3%
Hors UE	266 197	226 307	39 890	117,6%

Balance commerciale 2013

	Exportations	Importations	Balance	Taux de Couverture
Total	1 037 058	1 015 403	21 655	102,1%
UE ⁽¹⁾	682 116	765 954	-83 838	89,1%
Hors UE	354 942	249 449	105 493	142,3%

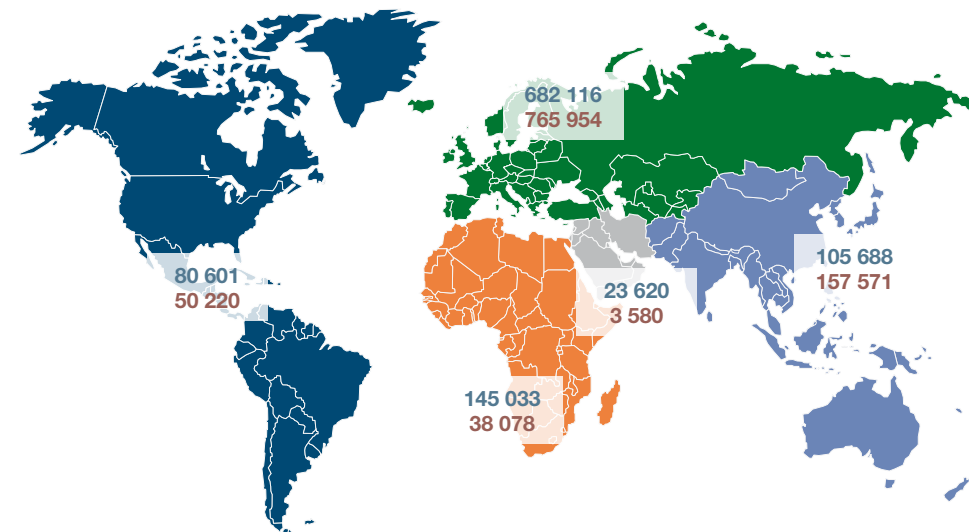
Unité : Milliers d'euros.

⁽¹⁾ UE à 27 hors France.

2.10. Commerce extérieur

2.10.4. Échanges commerciaux par zones géographiques

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)



Exportation	2011	2012	2013	Poids
Europe	579 097	429 459	682 116	65,8%
Afrique	117 453	138 574	145 033	14,0%
Asie ⁽¹⁾	39 428	53 231	105 688	10,2%
Amérique	41 981	56 240	80 601	7,8%
Proche et Moyen-Orient	16 761	18 152	23 620	2,3%
Total	794 719	695 657	1 037 058	100%
Importation	2011	2012	2013	Poids
Europe	568 292	534 560	765 954	75,4%
Asie ⁽¹⁾	173 929	141 450	157 571	15,5%
Amérique	36 988	42 543	50 220	4,9%
Afrique	34 373	39 653	38 078	3,8%
Proche et Moyen-Orient	2 503	2 660	3 580	0,4%
Total	816 085	760 867	1 015 403	100%

Unité : Milliers d'euros.

⁽¹⁾ dont Océanie.

2.10. Commerce extérieur

2.10.5. Exportations par pays

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)

	2012	Poids	2013	Poids	Évolution
Italie	82 943	11,9%	126 026	12,2%	51,9%
Suisse	28 912	4,2%	124 789	12,0%	331,6%
Allemagne	51 300	7,4%	105 165	10,1%	105,0%
Royaume-Uni	58 053	8,3%	70 022	6,8%	20,6%
Chine	19 595	2,8%	48 523	4,7%	147,6%
Belgique	30 178	4,3%	48 510	4,7%	60,7%
Espagne	42 871	6,2%	47 823	4,6%	11,6%
États-Unis (EUAN)	23 650	3,4%	36 021	3,5%	52,3%
Algérie	18 565	2,7%	24 821	2,4%	33,7%
Nouvelle-Calédonie	5 883	0,8%	24 565	2,4%	317,5%
Pays-Bas	24 130	3,5%	24 315	2,3%	0,8%
Hong Kong	7 677	1,1%	20 280	2,0%	164,2%
Tunisie	19 100	2,7%	19 057	1,8%	-0,2%
Brésil	11 931	1,7%	15 266	1,5%	28,0%
Gabon	15 031	2,2%	14 284	1,4%	-5,0%
Congo	11 813	1,7%	12 238	1,2%	3,6%
Portugal	10 874	1,6%	11 864	1,1%	9,1%
Sénégal	9 754	1,4%	11 551	1,1%	18,4%
Mexique	8 147	1,2%	11 543	1,1%	41,7%
Émirats arabes unis	5 086	0,7%	10 791	1,0%	112,2%
Autres pays	210 164	30,2%	229 603	22,1%	9,2%
Total	695 657	100%	1 037 058	100%	49,1%

Unité : Milliers d'euros

2.10. Commerce extérieur

2.10.6. Importations par pays

(Sources : Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur, IMSEE)

	2012	Poids	2013	Poids	Évolution
Italie	212 253	27,9%	240 999	23,7%	13,5%
Royaume-Uni	77 041	10,1%	123 927	12,2%	60,9%
Chine	85 406	11,2%	70 167	6,9%	-17,8%
Allemagne	52 446	6,9%	66 582	6,6%	27,0%
Suisse	34 596	4,5%	50 784	5,0%	46,8%
Belgique	20 548	2,7%	44 129	4,3%	114,8%
États-Unis (EUAN)	25 429	3,3%	34 461	3,4%	35,5%
Espagne	19 654	2,6%	30 557	3,0%	55,5%
Tunisie	23 615	3,1%	29 127	2,9%	23,3%
Irlande	30 066	4,0%	27 832	2,7%	-7,4%
Bulgarie	180	0,0%	24 762	2,4%	13 636,4%
Japon	837	0,1%	23 585	2,3%	2 718,7%
Hong Kong	18 810	2,5%	18 110	1,8%	-3,7%
Vietnam	13 301	1,7%	12 748	1,3%	-4,2%
Pays-Bas	7 906	1,0%	11 658	1,1%	47,5%
Bangladesh	2 440	0,3%	9 053	0,9%	271,0%
Pologne	1 018	0,1%	8 462	0,8%	731,6%
Corée du Sud	5 059	0,7%	6 971	0,7%	37,8%
Autriche	4 688	0,6%	6 242	0,6%	33,1%
République dominicaine	6 831	0,9%	6 102	0,6%	-10,7%
Autres pays	118 743	15,6%	169 145	16,7%	42,4%
Total	760 867	100%	1 015 403	100%	33,5%

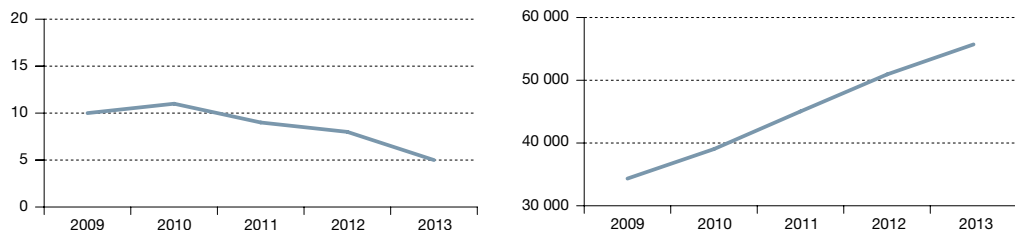
Unité : Milliers d'euros.

2.11. Propriété Intellectuelle, Marques et brevets, dessins et modèles

2.11.1. Brevets

(Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle)

Répartition des demandes ⁽¹⁾ de brevets nationaux en fonction de la date de dépôt	Répartition du nombre de brevets européens (délivrés) en 2013
--	---



⁽¹⁾ Demandes destinées à protéger les inventions sur le territoire de la Principauté.

2.11.2. Marques

Premiers dépôts

	Demandes (1 ^{er} dépôt)		Marques enregistrées (1 ^{er} dépôt)		Renouvellements enregistrés
	Résidents	Non résidents	Résidents	Non résidents	
2009	316	238	292	247	440
2010	443	254	403	231	350
2011	388	220	366	227	370
2012	377	345	306	276	302
2013	413	348	299	347	316

Dessins et modèles industriels

Année 2013	Par des résidents	Par des non-résidents	Total
Nombre de demandes d'enregistrement déposées auprès de l'Office de Monaco	8	8	16
Nombre d'enregistrements délivrés par l'Office de Monaco	8	5	13

